

**ROYAUME DU MAROC**  
**Maître d'ouvrage : LA SOCIETE FONCIERE CMC S.A.**  
**Maître d'ouvrage délégué : OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**  
**ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 189/2021**

Le **24 Aout 2021 à 11 Heures**, Il sera procédé, dans les bureaux de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, pour le compte de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en maîtrise d'ouvrage déléguée, ayant pour objet **les Travaux de déviation des conduites d'eau potable traversant l'assiette du projet de la cité des métiers et des compétences de la région DARAA TAFILALET A ERRACHIDIA.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) Casablanca, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat [www.marchéspublics.gov.ma](http://www.marchéspublics.gov.ma). Et à partir du site de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail : [www.ofppt.ma](http://www.ofppt.ma).

Les cautionnements provisoires sont fixés à la somme de :

- **Lot unique : quarante-sept mille DH ( 47 000,00 )**

Les estimations des coûts des prestations établies par le Maître d'ouvrage sont fixées à la somme de :

- **Lot unique : Trois million cent vingt-deux mille quatre cent soixante DH (3 122 460,00 dH/TTC)**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du Règlement des Marchés de l'OFPPPT

Les concurrents peuvent :

- ❖ soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- ❖ soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du service des marchés rattaché à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca ;
- ❖ soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- ❖ Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n°20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n°5 du règlement de consultation

## المملكة المغربية

صاحب المشروع: LA FONCIERE CMC S.A

صاحب المشروع مفوض: مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

رقم 2021/189

في يوم 24 غشت 2021 على الساعة الحادية عشر صباحا، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح لحساب مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل في إدارة المشاريع بالتفويض، أشغال انحراف أنابيب الماء الصالح للشرب بعبور اللوحة لمشروع مدينة المهن والكفاءات لجهة درعة تافيلالت بالرشيدية.

يمكن سحب ملف طلب العروض بمصلحة الصفقات ب مديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، كما يمكن كذلك سحبه إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة: [www.marchéspublics.gov.ma](http://www.marchéspublics.gov.ma) وكذا من بوابة مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل على العنوان التالي: [www.ofppt.ma](http://www.ofppt.ma).

وتبلغ الضمانة المؤقتة

• الحصة فريدة : سبعة وأربعون ألف (47 000,00) درهم

والكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع تبلغ

• الحصة فريدة : ثلاثة ملايين ومائة واثنتان وعشرون ألفاً وأربعمائة وستون درهم (3 122 460,00) مع احتساب جميع الرسوم

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات المواد 27، 29 و 31 من نظام الصفقات الخاص بمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

ويمكن للمتنافسين :

- إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام إلى المكتب المذكور؛
- إما إيداع أظرفتهم مقابل وصل، بمكتب مصلحة الصفقات ب مديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء؛
- إما تسليمها مباشرة لرئيس لجنة طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة.
- إما إيداع أظرفتهم الكترونيا عبر بوابة الصفقات العمومية وفقا لمقتضيات مرسوم وزارة الاقتصاد والمالية رقم 20-14 (4 شتنبر 2014) ل 8 دوالقعدة 1435 المتعلق بتجريد مساطر الصفقات العمومية من الصفة المادية.

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 5 من نظام الإستشارة.

ROYAUME DU MAROC

\*\*\*\*\*



MAITRE D'OUVRAGE  
Foncière CMC



MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE

OFFICE DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE ET DE LA  
PROMOTION DU TRAVAIL

APPEL D'OFFRES OUVERT  
(SÉANCE PUBLIQUE)

N°189/2021

OBJET :

TRAVAUX DE DEVIATION DES CONDUITES D'EAU POTABLE TRAVERSANT  
L'ASSIETTE DU PROJET DE LA CITE DES METIERS ET DES COMPETENCES DE LA  
REGION DRAA TAFILALET A ERRACHIDIA

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

45 X X

**ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement de la consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offre de prix ayant pour objet les **TRAVAUX DE DEVIATION DES CONDUITES D'EAU POTABLE TRAVERSANT L'ASSIETTE DU PROJET DE LA CITE DES METIERS ET DES COMPETENCES DE LA REGION DRAA TAFILALET A ERRACHIDIA.**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article n°18, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement des marchés de l'OFPPT. Toute disposition contraire au règlement des marchés de l'OFPPT est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article n°18 et des autres articles du règlement des marchés de l'OFPPT.

**ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE ET MAITRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE**

Le Maître d'Ouvrage est la Foncière CMC.

LE MAITRE D'OUVRAGE DELEGUEE EST L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL.

**ARTICLE 3 : DEFINITIONS**

Au sens du Règlement des Marchés de l'OFPPT, on entend par :

- 1- **Attributaire** : concurrent dont l'offre a été retenue avant la notification de l'approbation du marché ;
- 2- **Autorité compétente** : l'ordonnateur ou la personne déléguée (sous-ordonnateur) par lui pour approuver le marché ;
- 3- **Concurrent** : toute personne physique ou morale qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché;
- 4- **Groupeement** : deux ou plusieurs concurrents qui souscrivent un engagement unique dans les conditions prévues à l'article 140 du règlement du marché de l'OFPPT;
- 5- **Titulaire** : attributaire auquel l'approbation du marché a été notifiée.

**ARTICLE 4: MODE D'ATTRIBUTION**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot unique. Les offres partielles techniques et financières, ne sont en aucun cas prises en considération. Tous les prix doivent être renseignés, par l'entreprise, dans le bordereau des prix- détail estimatif, le cas échéant, l'offre sera écartée.

**ARTICLE 5 : DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET**

Les travaux de construction portent sur l'exécution des travaux de déviation des conduites d'eau potable traversant l'assiette du projet de la CMC Errachidia.

**ARTICLE 6: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article n°24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes

par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;

- c) Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article n°142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

## **ARTICLE 7 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS**

Chaque concurrent est tenu, conformément aux articles 25, 26 et 27 du Règlement des marchés de l'OFPPT précité, de présenter un dossier administratif, un dossier technique, et une offre financière.

### **A- LE DOSSIER ADMINISTRATIF COMPREND :**

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle joint en annexe.
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

**N.B** : Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances Marocain (pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avalisées par une banque marocaine).

**NB** : Les pièces a et b ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

**Pour les groupements**, il y a lieu de produire :

- + Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- + Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du Règlement des Marchés de l'OFPPT:

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent et ce conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article n°25 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;

- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

\* La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

**Pour les concurrents non installés au Maroc** : l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ou par une déclaration sur l'honneur dûment certifiée par les autorités compétentes du pays d'origine attestant l'impossibilité de produire l'ensemble ou une partie des documents précités.

## **B/ DOSSIER TECHNIQUE**

Le dossier technique comprend :

### **B.1 - Pour les concurrents installés au Maroc :**

**1- Une (1) attestation de référence en originale ou copie certifiée conforme à l'originale délivrée par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les maîtres d'ouvrages-délégués publics sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de mêmes familles et dont :**

- **Les travaux sont réalisés et réceptionnés à titre provisoires courant les années (2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019-2020-2021) ;**
- **Le montant des travaux de l'attestation de référence doit être supérieur ou égal à l'estimation du présent appel d'offres.**

L'attestation de référence **doit** préciser notamment :

- la nature des prestations,
- le montant des travaux de construction ;
- les années de réalisation et la date de réception provisoire des travaux ;
- le délai de réalisation des travaux ;
- le nom et la qualité du signataire et son appréciation portant sur la qualité des travaux et le respect des délais de leur exécution.

### **B.2 - Pour les concurrents non installés au Maroc :**

1. une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

2. les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de mêmes familles. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

## **ARTICLE 8 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ETABLISSEMENT PUBLICS**

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 7 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;

2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 6 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 6 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

## **ARTICLE 9 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Le cahier des prescriptions spéciales, il doit être paraphé et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet, et en cas de groupement par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations pour représenter les membres du groupement ;

- Les dossiers administratif et technique prévus à l'article 7 ci-dessus ;

- une offre financière ;

1 - L'offre financière comprend :

a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b) le bordereau des prix - détail estimatif établi par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.  
Le bordereau des prix - détail estimatif doit tenir compte de :

- + La saisie doit se faire par les moyens numériques (non manuscrits).
- + Les prix unitaires doivent être libellés en chiffres.
- + Les montants totaux doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

- c) En cas d'application de l'article 138 « Préférence en faveur de l'entreprise nationale » du règlement des marchés de l'O.F.P.P.T, les groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères doivent faire accompagner leurs offres financières d'une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

#### **ARTICLE 10 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement des marchés de l'O.F.P.P.T, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 9 précité ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur prévue à l'article 7 précité ;
- f) Le présent règlement de consultation.

#### **ARTICLE 11 : INFORMATION ET DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS**

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

#### **ARTICLE 12 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 du règlement des marchés de l'OFPPT, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré



ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du Règlement des Marchés de l'OFPPT. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics, du site de l'Office le cas échéant et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par fax confirmé ou par courrier électronique confirmé, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. La lettre du concurrent doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier sa demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bienfondé de la demande du concurrent, il peut procéder au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ne peut être effectué qu'une seule fois quel que soit le concurrent qui le demande.

### **ARTICLE 13 : PRESENTATIONS DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement des marchés de l'OFPPT :

A- Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché résultant du présent appel d'offres ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ".

B- Ce pli contient deux enveloppes distinctes :

- a) La première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "dossiers administratif et technique";
- b) La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du concurrent. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre financière ».

C- Les deux enveloppes visées aux paragraphes a et b du B ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché résultant du présent appel d'offres ;

- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

#### **ARTICLE 14 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article n°31 du règlement des marchés de l'OFPPT, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans les bureaux de la Direction de l'Approvisionnement et de la Logistique (Service des Marchés), sis Intersection de la Route B.O. n° 50 et la Route Nationale 11 - Sidi Maârouf – Casablanca MAROC ;
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

#### **ARTICLE 15 : RETRAIT DES PLIS**

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement des marchés de l'OFPPT, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus, présenter de nouveaux plis.

#### **ARTICLE 16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine, adressé au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

#### **ARTICLE 17 : LANGUE DE L'OFFRE**

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en langue française ou arabe.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française ou arabe fait foi.

### **ARTICLE 18 : MONNAIE DE L'OFFRE**

Les offres exprimées en monnaies étrangères seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédente celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.


### **ARTICLE 19 : PREFERENCE EN FAVEUR DU CANDIDAT NATIONAL**

Conformément aux dispositions de l'article 138 du règlement des marchés de l'O.F.P.P.T, les montants des offres présentées par les entreprises étrangères sont majorés d'un pourcentage de quinze pour cent (15%).

### **ARTICLE 20 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS**

Les offres financières des concurrents admissibles sont examinées conformément aux dispositions des articles 36, 39 et 40 du règlement des marchés de l'OFPPT.

La commission propose au maître d'ouvrage de retenir l'offre financière la moins disante sous réserves de l'application des dispositions de l'article 41 « Offre excessive ou anormalement basse » du règlement des marchés de l'OFPPT précité.

<b>Le Maitre d'Ouvrage délégué</b>
<b>Mohamed SANSSITE</b>  <b>Le Directeur du Patrimoine</b>

**MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT**

\*\*\*\*\*

**ACTE D'ENGAGEMENT****A - Partie réservée à LA FONCIERE CMC**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° .....du.....

**Objet : TRAVAUX DE DEVIATION DES CONDUITES D'EAU POTABLE TRAVERSANT L'ASSIETTE DU PROJET DE LA CITE DES METIERS ET DES COMPETENCES DE LA REGION DRAA TAFILALET A ERRACHIDIA.**

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

**B - Partie réservée au concurrent****a) Pour les personnes physiques**

Je (1), soussigné : ..... (prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu ..... affilié à la CNSS sous le ..... (2) inscrit au registre du commerce de..... (localité) sous le n° ..... (2) n° de patente..... (2), n° de l'ICE.....

**b) Pour les personnes morales**

Je (1), soussigné ..... (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de:..... adresse du siège social de la société..... adresse du domicile élu..... affiliée à la CNSS sous le n° ..... (2) et (3) inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n° ..... (2) et (3) n° de patente..... (2) et (3) n° de l'ICE.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- montant hors T.V.A. : .....(en lettres et en chiffres)
- taux de la TVA.....(en pourcentage)
- montant de la T.V.A.:.....(en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A.comprise : .....(en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ..... (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) supprimer les mentions inutiles

**MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR**

\*\*\*\*\*

**DECLARATION SUR L'HONNEUR (\*)**

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° ..... du .....

**Objet: TRAVAUX DE DEVIATION DES CONDUITES D'EAU POTABLE TRAVERSANT L'ASSIETTE DU PROJET DE LA CITE DES METIERS ET DES COMPETENCES DE LA REGION DRAA TAFILALET A ERRACHIDIA.**

**A - Pour les personnes physiques**

Je, soussigné : ..... (prénom, nom et qualité)  
 agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,  
 adresse du domicile élu : .....  
 affilié à la CNSS sous le n° : ..... (1)  
 inscrit au registre du commerce de ..... (localité) sous le n° ..... (1) n°  
 de patente ..... (1)  
 n° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR ..... (RIB) ouvert auprès de .....  
 n° de l'ICE .....

**B - Pour les personnes morales**

Je, soussigné ..... (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)  
 agissant au nom et pour le compte de ..... (raison sociale et forme juridique de la  
 société) au capital de: .....  
 adresse du siège social de la société ..... adresse du domicile  
 élu .....  
 affiliée à la CNSS sous le n° ..... (1)  
 inscrite au registre du commerce ..... (localité) sous le n° ..... (1)  
 n° de patente ..... (1)  
 n° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR ..... (RIB) ouvert auprès de .....  
 n° de l'ICE .....

**- Déclare sur l'honneur :**

- 1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2- que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du Règlement des Marché de l'OFPPT approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014);
- 3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
  - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;
  - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maitres d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
  - à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées aux Maroc ; (3)

5- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;

6- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.

7- atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOUMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).

8- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

9- je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

10- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

**(1)** Pour les concurrents non installés au Maroc , préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

**(2)** à supprimer le cas échéant.

**(3)** Lorsque le CPS le prévoit.

**(4)** à prévoir en cas d'application de l'article 139 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

**(\*)** en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ROYAUME DU MAROC

\*\*\*\*\*



MAITRE D'OUVRAGE  
Foncière CMC



MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE

OFFICE DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE ET DE LA  
PROMOTION DU TRAVAIL

APPEL D'OFFRES OUVERT  
(SÉANCE PUBLIQUE)

N°/89/2021

OBJET :

TRAVAUX DE DEVIATION DES CONDUITES D'EAU POTABLE TRAVERSANT  
L'ASSIETTE DU PROJET DE LA CITE DES METIERS ET DES COMPETENCES DE LA  
REGION DRAA TAFILALET A ERRACHIDIA

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Handwritten signatures and initials at the bottom left of the page.



**Appel d'Offres ouvert N° ..... / 2021.**

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

**ENTRE** : La Société foncière CMC, désigné ci-après par « **le Maître d'Ouvrage** », représenté par Mme **Loubna Tricha** ou son délégué.

**D'UNE PART :**

**ET** :

La société : .....

Titulaire du compte ..... (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal)  
à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB)  
numéro.....

- Adresse du siège social de la société : .....
- Adresse du domicile élu : .....
- Affiliée à la CNSS sous le n° : .....
- Inscrite au registre de commerce de ..... (localité) sous le n° : .....
- Patente n° : .....
- Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise.....
- Représentée par :  
Monsieur .....  
agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont  
conférés **Désigné ci-après par « l'Entrepreneur ».**

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT**

## **CHAPITRE I : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 2 : MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE ET REGLEMENT DE PASSATION APPLICABLE

ARTICLE 3 : DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX

ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'APPEL D'OFFRES – DOCUMENTS GENERAUX - TEXTES SPECIAUX

ARTICLE 5 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 6 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

ARTICLE 7 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE 8 : VALIDITE DU MARCHE – DELAI D'EXECUTION – PENALITES

ARTICLE 9 : PROLONGATION DES DELAIS

ARTICLE 10 : MEMOIRE TECHNIQUE D'EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 11 : RECEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX

ARTICLE 12 : RECEPTION DEFINITIVE

ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF

ARTICLE 15 : DOMICILE DE L'ENTREPRISE ET REPRESENTATION

ARTICLE 16 : RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 17 : CONTROLE DES TRAVAUX

ARTICLE 18 : LIAISON AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 19 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 20 : ECHANTILLONNAGE

ARTICLE 21 : ORIGINE, QUALITE ET MISE EN ŒUVRE DES MATERIAUX ET PRODUITS

ARTICLE 22 : OBLIGATION ET RESPONSABILITE EN MATIERE D'ESSAIS

ARTICLE 23 : PLANS DE RECOLLEMENT

ARTICLE 24 : NANTISSEMENT

ARTICLE 25 : RESILIATION

ARTICLE 26 : REPRISE DE MATERIEL ET DES MATERIAUX EN CAS DE RESILIATION

ARTICLE 27 : AJOURNEMENT OU CESSATION DES TRAVAUX

ARTICLE 28 : PERIODE DE GARANTIE

ARTICLE 29 : REGLEMENT DE POLICE ET DE VOIRIE

ARTICLE 30 : ORDRES DE SERVICE – LETTRES – INSTRUCTIONS

ARTICLE 31 : AUGMENTATION OU DIMUNITION DANS LA MASSE DES TRAVAUX - MODIFICATIONS

ARTICLE 32 : DOCUMENTS

ARTICLE 33 : MALFACONS

ARTICLE 34 : DOCUMENTATION PHOTOGRAPHIQUE SUR LES TRAVAUX

ARTICLE 35 : IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LEVES TOPOGRAPHIQUES

ARTICLE 36 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

ARTICLE 37 : APPROVISIONNEMENT

ARTICLE 38 : MODE DE REGLEMENT DES OUVRAGES

ARTICLE 39 : NETTOYAGE ET GESTION DES DECHETS DU CHANTIER

ARTICLE 40 : DROIT DE TIMBRES

ARTICLE 41 : LITIGES

ARTICLE 42 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

ARTICLE 43 : MODE D'EXECUTION

ARTICLE 44 : ESSAIS DE MATERIAUX ET MATERIEL

ARTICLE 45 : ORGANISATION DU CHANTIER – COMMANDE DE MATERIEL

ARTICLE 46 : SOUS – TRAITANCES

ARTICLE 47 : PRIX

ARTICLE 48 : VARIATION DES PRIX

ARTICLE 49 : SOUS- DETAIL DES PRIX

ARTICLE 50 : TAXES ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 51 : BESOIN EN MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

ARTICLE 52 : QUALITE DES TRAVAUX OU FOURNITURES DIVERSES

ARTICLE 53 : CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX

ARTICLE 54 : MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX – ATTACHEMENT

ARTICLE 55 : MESURE DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX

**CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

**CHAPITRE III : CAHIER DE DESCRIPTION DES OUVRAGES**

**CHAPITRE IV : BORDEREAU DES PRIX- DETAIL ESTIMATIF**

CHAPITRE I :

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

## **ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres a pour objet les **TRAVAUX DE DEVIATION DES CONDUITES D'EAU POTABLE TRAVERSANT L'ASSIETTE DU PROJET DE LA CITE DES METIERS ET DES COMPETENCES DE LA REGION DRAA TAFILALET A ERRACHIDIA.**

## **ARTICLE 2 : MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE ET REGLEMENT DE PASSATION APPLICABLE**

La Société Foncière CMC a confié à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du travail (OFPPT) la mission globale de maîtrise d'ouvrage déléguée du programme des Cités des Métiers et des Compétences.

A cet effet, le Maître d'Ouvrage Délégué (l'OFPPT) agira pour l'accomplissement de la mission qui lui est confiée au nom et pour le compte du Maître d'Ouvrage (La Société foncière CMC).

A ce titre, le présent marché est passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

## **ARTICLE 3 : DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX**

Les travaux de construction portent sur l'exécution des travaux de déviation des conduites d'eau potable de l'ONEE- Branche Eau traversant l'assiette du projet de construction de la CMC.

## **ARTICLE 4 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'APPEL D'OFFRES – DOCUMENT GENERAUX - TEXTES SPECIAUX**

Les obligations de l'entrepreneur pour l'exécution des travaux, objet de l'appel d'offres résultent de l'ensemble des documents suivants :

### **a) Documents constitutifs de l'appel d'offres**

Les pièces contractuelles constituant l'appel d'offres seront par ordre de priorité :

- 1 – L'acte d'engagement,
- 2 – Le présent cahier des clauses administratives et financières,
- 3 – Les cahiers des prescriptions techniques et de description des ouvrages,
- 4 – Le bordereau des prix – détail estimatif,
- 5 – L'offre technique
- 6 – Les plans d'exécution établis par l'entrepreneur et approuvés par ONEE-Branche Eau,
- 7 – Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'état (C.C.A.G-T). Approuvés par le décret n°2-16-34 du 06 chaabane 1437 (13 mai 2016)

En cas de contradiction entre ces documents les prescriptions du document portant le numéro le moins élevé primeront.

### **a) Documents généraux**

- 1 – Le règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

- 2 – La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- 3 – La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT, les marchés des travaux dont le montant est supérieur à 2 000 000,00 DHS.
- 4 – La circulaire n° 4/59/SGG du 12 Février 1959 et l'instruction 23/59/SGG du 6 Octobre 1959 de la présidence du conseil relative aux marchés de l'état, des établissements publics et des collectivités locales.
- 5 – Le Décret Royal n°330/66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique.
- 6 – Le Cahier des Prescriptions Communes provisoires applicables aux travaux du Ministère des travaux publics et de la Formation Professionnelle et de la Formation des Cadres, tel que ce Cahier est défini par la circulaire n°2/1242 DNRT du 13 Juillet 1987.
- 7 – La circulaire 1/61/SGG du 30 Janvier 1961 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication nationale.
- 8 – le Dahir n°170.157 du 26 Joumada I 1390 (30 Juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle, notamment son article 3 définissant l'ensemble des normes marocaines homologuées se rapportant aux travaux du bâtiment.
- 9 – Les textes officiels réglementant la main-d'œuvre et les salaires.
- 10 – Les Dahirs du 25 Juin 1927, 15 Mai 1961 relatifs aux accidents prévus par la législation du travail.
- 11 – Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics
- 12 – Le Décret Royal n°2.94.223 du 6 Moharrem 1415 (16/06/1994) relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics instauré par le Ministère de l'Equipement et les textes le modifiant ou le complétant.
- 13 – la circulaire ministérielle n°31/0716 du 22/02/94 relative aux mesures de sécurité dans les chantiers de bâtiment et de travaux publics.
- 14 – l'arrêté n°2-3663 du 13/07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- 15- l'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics.

#### **b) Textes spéciaux**

- 1 – Le devis général d'architecture (DGA) réglant les conditions d'exécution des bâtiments administratifs (édition 1956) et le Décret Royal n° 406/67 du 9 Rabia II 1387 (17 Juillet 1967).
- 2 – La circulaire 600 Bis-TPC du 7 Août 1958 relative au transport de matériaux et marchandises pour l'exécution des Travaux Publics.
- 3 – Les conditions d'exécution du gros œuvre des toitures, terrasses en béton armé, édition 1946 de l'institut technique du bâtiment et des travaux publics.
- 4 – Les règlements locaux concernant l'alimentation en eau et en électricité des immeubles.

5 – L'arrêté du Directeur Général des Travaux Publics n°350/69 du 15 Juillet 1969 portant règlement sur les installations électriques dans les immeubles et leurs dépendances du 7 Juin 1939.

6 – Les règles techniques de conceptions et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé dites « règles CCBA 68 » et règles « BAEL » dernière version.

7 – Le Règlement parasismique en vigueur au Maroc.

8 – Le devis général pour les travaux d'assainissement édité par le Ministère des Travaux Publics.

9 – L'ensemble des normes marocaines ou à défaut les normes Françaises et les prescriptions Techniques provisoires ayant valeur de Cahier de Charge D.T.U.

10 – Les règles d'exécution des Travaux d'Etanchéité (cahier noir).

11 – Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la soumission.

12 – décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 Mai 2016 approuvant le Cahier des clauses Administratives Générales applicables au marché des travaux (C.C.A.G-T).

#### **NOTA :**

L'Entrepreneur devra s'il ne possède pas des brochures de les procurer au Ministère de l'équipement ou à l'imprimerie Officielle.

Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ces documents pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

#### **ARTICLE 5 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR**

L'entrepreneur devra fournir les documents suivants :

DESIGNATION DES DOCUMENT	DELAIS
Mémoire technique d'exécution des travaux conformément à l'article 10 ci-dessous.	5 jours calendaires à dater du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.
Cahier de chantier	Avant tout commencement des travaux
Sous détail de prix	5 jours calendaires à dater du lendemain du jour de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.
Plans de recollement	5 jours calendaires avant la date de la réception provisoire des travaux
Attestation d'assurance et polices d'assurance	Avant tout commencement des travaux

#### **ARTICLE 6 : CONNAISSANCE DU DOSSIER**

Une série complète des plans est remise en même temps que le présent dossier des pièces contractuelles à l'entreprise soumissionnaire, celle-ci déclare :

- Avoir apprécié toutes difficultés résultant du terrain, de l'emplacement des constructions, des accès, des alimentations en eau et en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter en cours des travaux pour lesquels aucune réclamation ne sera prise en considération.
- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des travaux.



- Avoir fait préciser tous les points susceptibles de contestation.
- Avoir fait tous calculs et tous détails.
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature d'ouvrage présenté par elle et de nature à donner lieu à discussion.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter les modifications qu'il juge utiles au projet. Ces modifications seront traitées au même titre que le reste des travaux sur la base du bordereau des prix sans que cela donne lieu à une quelconque plus-value.

## **ARTICLE 7 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE**

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sans fixées par les dispositions de l'Article n°136 du règlement des marchés de l'OFPPT.

## **ARTICLE 8 : VALIDITE DU MARCHE – DELAI D'EXECUTION – PENALITES**

### **8.1 – Validité du marché**

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire, qu'après visa du contrôleur de l'Etat de l'OFPPT et notification de son approbation par la Société Foncière CMC.

### **8.2- Délais d'exécution**

Le délai d'exécution des travaux est fixé à **2 MOIS** de calendrier grégorien et s'applique à l'achèvement de tous travaux incombant à l'entrepreneur y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux. Ce délai commence à courir à compter de la date de commencement des travaux fixé par ordre de service.

### **8.3 – Pénalités**

#### **8.3.1 Non-respect du délai d'achèvement des travaux objet de l'article 8.2**

A défaut par l'entrepreneur d'avoir terminé les travaux à la date prescrite, il lui sera appliqué sans préjudice des articles 65 et 79 du C.C.A.G-T une pénalité de **Un pour cent (1%) par jour calendaire** de retard du montant du marché initial éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Le délai s'applique à l'achèvement des travaux de l'ensemble des corps d'état y compris le repliement des installations des chantiers et la remise en état des lieux.

Afin d'éviter toutes les contestations sur la date d'achèvement total des travaux, l'Entrepreneur sera tenu d'en aviser le Maître d'ouvrage par lettre recommandée, postée **Cinq jours (05) jours** avant la date prévue.

Faute par lui de se conformer à cette prescription, il ne pourra élever aucune réclamation sur la date de constatation par le Maître d'ouvrage de la fin des travaux, les pénalités qu'il pourrait encourir de ce chef et les retards à prononcer la réception provisoire des travaux dont il pourrait être pénalisé.

**Le montant des pénalités est plafonné à huit pour cent (8%)** du montant du marché initial éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudices de l'application des autres mesures coercitives prévues par l'article 79 du C.C.A.G-T.

### 8.3.2 Non respect des délais prévus dans les articles 10, 15.2 et 49

Chaque jour de retard enregistré dans la remise de mémoire technique objet de l'article 10, la Direction du chantier objet de l'article 15.2 et le sous détail des prix objet de l'article 49 ci-dessous, fera l'objet d'application d'une pénalité de **zéro virgule un pour cent (0,1%)** du montant du marché initial.

**Ces pénalités sont cumulables et leur montant global est plafonné à deux pour cent (2%)** du montant total du marché initial éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

### 8.3.3 Non respect du délai d'évacuation du chantier en cas de résiliation

En cas de résiliation, l'entreprise sera tenue d'évacuer le chantier et ce conformément à l'article 70 du C.C.A.G-T.

## **ARTICLE 9 : PROLONGATION DES DELAIS**

Le délai d'exécution prévu au présent cahier des prescriptions spéciales pourra être prolongé dans les cas suivants :

- 1- Fortes pluies : Dans ce cas, la durée de prolongation est égale au nombre de journée au cours desquelles les précipitations journalières enregistrées sont supérieures ou égale à 10 mm. Les fortes pluies seront justifiées par des attestations fournies par les services de la météorologie nationale
- 2- Fortes chaleurs : Dans ce cas, la durée de prolongation est égale au nombre de journée au cours desquelles les températures enregistrées sont supérieures ou égales à 45°C. Les fortes chaleurs seront justifiées par des attestations fournis par les services de la météorologie nationale
- 3- Basse température : Dans ce cas, la durée de prolongation est égale au nombre de journée au cours desquelles les températures enregistrées sont inférieures ou égales à 0°C. Les basses températures seront justifiées par des attestations fournis par les services de la météorologie nationale
- 4- Force majeure entraînant un arrêt de travail sur les chantiers : il s'agit des phénomènes naturels imprévisibles (séisme, émeutes, guerres et inondations). Pour pouvoir être pris en considération, les arrêts de chantier dus en cas de force majeur devront être signalés dans les quarante-huit (48) heures au Maître d'ouvrage. Pour ce cas, le délai sera prolongé d'un nombre égal de jours durant lesquels les événements se sont produits.

5- Ajournement de l'exécution des travaux décidé par le maître d'ouvrage et prescrits par ordres de service motivés d'arrêt et de reprise en raison de faits qui ne sont ni de la faute ni imputables à l'entrepreneur et indépendants de sa volonté :

5.1 Ajournement total des travaux : donne lieu à une prolongation de délai d'une durée égale au nombre de journée au cours desquelles les travaux était en arrêt.

5.2 Ajournement partiel des travaux : donne lieu à un délai supplémentaire d'exécution sur demande de l'entrepreneur.

Le délai supplémentaire fera l'objet d'un avenant.

6 –Augmentation dans la masse des travaux : Dans ce cas, un délai supplémentaire peut être prévu par avenant pour tenir compte des travaux correspondant à l'augmentation dans la masse des travaux décidée par le Maître d'Ouvrage.

7- Ouvrages ou travaux supplémentaires prescrits par ordre de service. Dans ce cas, un délai supplémentaire peut être prévu par avenant pour tenir compte des ouvrages ou travaux supplémentaires.



## **ARTICLE 10 : MEMOIRE TECHNIQUE D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Dans un délai de cinq jours (5 jours) à partir de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, l'Entrepreneur remettra au Maître d'ouvrage un mémoire technique détaillé en trois exemplaires décrivant l'installation du chantier, le mode de réalisation des ouvrages et les moyens utilisés, accompagné du calendrier d'exécution des travaux selon lequel il s'engage à conduire les chantiers, comportant tous renseignements et justifications utiles.

Avant le démarrage de certaines phases de travaux, le Maître d'ouvrage pourra demander des notes d'information particulières complétant ce mémoire technique. L'Entrepreneur devra y répondre dans les délais requis.

Au cas où la cadence d'exécution des travaux deviendrait inférieure à celle prévue au dit dossier, l'administration fera application des mesures prévues à l'article 79 du C.C.A.G-T, même pour les délais partiels portés au planning.

Le planning sera obligatoirement affiché au bureau de chantier et constamment tenu à jour sous la surveillance du Maître d'ouvrage et du Maître d'œuvre. L'entrepreneur est tenu de vérifier cette mise à jour.

Le Maître d'Ouvrage se réserve toutefois le droit sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité, de faire exécuter les travaux par tranches successives qui seront définies par ordre de service.

En cours d'exécution, il sera procédé périodiquement, chaque semaine, à un examen commun avec le Maître d'ouvrage de la situation des travaux et des prévisions de l'Entrepreneur qui, à cette occasion, remettra au Maître d'ouvrage un programme de travaux.

## **ARTICLE 11 : RECEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX**

### ***11.1 RECEPTION PROVISOIRE PARTIELLE***

Pour tous ouvrages faisant l'objet de délais d'exécution partiels portés au planning, il sera procédé à une vérification permettant de prononcer une réception provisoire partielle.

Le Maître d'Ouvrage, après la visite des ouvrages jugera si cette réception partielle peut être prononcée. Tous les défauts constatés dans la construction au cours de la réception provisoire partielle seront repris conformément aux règles de l'art et aux frais de l'entrepreneur sans pour cela que le délai d'exécution soit prolongé.

La réception provisoire partielle pourra être précédée d'une pré-réception partielle technique comportant des essais divers des installations, pour la vérification de la conformité avec les prescriptions du présent marché.

La réception provisoire partielle ne sera prononcée que si la vérification ne donne lieu à aucune observation importante de la part du Maître d'ouvrage. Dans le cas contraire, l'Entrepreneur sera tenu de réparer dans un délai à convenir les défauts qui lui auraient été signalés et la réception provisoire partielle ne sera prononcée ultérieurement que lorsqu'une nouvelle vérification aura permis de constater que toutes les mises au point signalées à la première visite ont été effectuées. A défaut, la réception provisoire partielle sera refusée.

Toutefois, la réception provisoire partielle de ces parties d'ouvrages ne prendra effet, et le délai de garantie ne commencera à courir, qu'à la date de réception provisoire de l'ensemble des ouvrages, tel que prévu ci-après au paragraphe 11.2.

## **11.2 RECEPTION PROVISOIRE**

La réception provisoire ne pourra être prononcée qu'à l'achèvement de l'ensemble des travaux et de la remise en état des lieux, et après la livraison du dossier complet des plans de recollement objet de l'article 25 ci-dessous. La réception provisoire sera prononcée conformément à l'article 73 du CCAG-T.

## **ARTICLE 12 : RECEPTION DEFINITIVE**

Le délai de garantie commencera à courir le lendemain du jour de la réception provisoire.

La réception définitive sera faite par le Maître d'ouvrage à l'expiration du délai de garantie, soit un an après la réception provisoire et ce conformément à l'article 76 du CCAG-T.

Pendant toute la durée de ce délai de garantie d'un an, l'Entrepreneur sera tenu d'entretenir les ouvrages et de réparer à ses frais les parties qui seraient reconnues défectueuses par suite de vices de matière ou défauts de construction.

La réception définitive sera prononcée à la suite d'une visite contradictoire.

Après cette réception, l'entrepreneur restera soumis à la responsabilité de droit commun défini par les lois en vigueur dans le Royaume du Maroc.

Dans le cas où l'Entrepreneur ne remédierait pas aux défauts constatés lors de la visite faite pour la réception définitive, le Maître d'ouvrage aurait le droit de faire exécuter immédiatement, aux frais, risques et périls de l'Entrepreneur, les opérations nécessaires.

## **ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE**

Conformément à l'Article 64 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux, une retenue d'un dixième (1/10) sera effectuée sur le montant des acomptes.

La retenue de garantie cessera de croître lorsqu'elle aura atteint sept pour cent (7 %) du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des avenants.

Toutefois, cette retenue de garantie pourra être remplacée, à la demande de l'Entrepreneur, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. La caution personnelle et solidaire qui en tient lieu peut être constituée par tranches successives d'un montant égal à la valeur de la retenue de garantie de chaque décompte.

Le paiement de la retenue de garantie est effectué ou les cautions qui la remplacent sont libérées à la suite d'une main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage, conformément à l'article 19 du C.C.A.G-T

## **ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET DEFINITIF**

### **14.1 Cautionnement provisoire :**

En application de l'article 14 du C.C.A.G-T, le cautionnement provisoire à constituer est fixé à : 47 000,00 Dirhams (quarante-sept mille dirhams).

### **14.2 Cautionnement Définitif :**

Le montant du cautionnement définitif est fixé à 3 % (trois pour cent) du montant initial du Marché arrondi au dirhams supérieur.

Ce cautionnement devra être constitué dans les conditions fixées par l'article 15 du C.C.A.G-T., sans réserve, et demeure mobilisable en tout temps dans les conditions prévues par l'article 18 du C.C.A.G-T.

Le cautionnement définitif sera restitué ou la mainlevée des cautions correspondantes sera délivrée conformément à l'article 19 du C.C.A.G-T.

## **ARTICLE 15 : DOMICILE DE L'ENTREPRISE ET REPRESENTATION**

### **15.1 – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR**

L'entrepreneur est tenu d'élire, domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au Maître d'ouvrage dans le délai de quinze 15 jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent à son marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales et dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le Maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

### **15.2 – REPRESENTATION**

L'entrepreneur sera tenu d'assister personnellement ou par son représentant aux rendez-vous de chantier qui seront fixés dès la première réunion.

L'entrepreneur doit avoir en permanence sur le chantier un technicien qualifié assurant la Direction du chantier et habilité à prendre toutes décisions même financières.

Sauf demande écrite du Maître d'ouvrage, le directeur de chantier ainsi que l'ensemble du personnel d'encadrement doit être strictement conforme à ce qui figure dans le mémoire technique.

Le Directeur du chantier doit rejoindre le chantier dans un délai de trois (03) jours après la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Si le Maître d'ouvrage considère que, pour incompétence constatée au cours de l'exercice de la fonction, ou comportement incompatible avec la responsabilité qui lui est confiée, ou s'il en juge la présence sur le chantier indésirable pour d'autres raisons, un cadre parmi le personnel de l'Entrepreneur ne doit plus faire partie de l'encadrement du chantier, la notification doit en être faite à l'Entrepreneur qui doit procéder à son remplacement dans un délai de trois (03) jours au maximum.

Quel que soit le motif de remplacement du personnel, l'agrément des nouveaux cadres proposés s'effectuera sur la base des curriculums vitae, lesquels devront faire valoir une expérience et une compétence au moins équivalentes à celles des profils initiaux.

## **ARTICLE 16 : RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR**

L'entrepreneur, de part sa signature, reconnaît qu'il est seul responsable de tous accidents ou dommages, matériels ou corporels, du fait direct ou indirect des travaux ou fournitures objet du marché ou causés par son personnel ou son matériel.

Cette responsabilité s'étend aussi bien pendant l'exécution des travaux qu'après leur achèvement, pendant la période de responsabilité légale et à la complète décharge de l'administration.

Il devra soumettre à l'approbation du Maître d'ouvrage, le programme d'exécution assorti des plans de sécurité et d'hygiène pour répondre à l'article 33 du C.C.A.G-T. Ces plans seront tenus à jours par le titulaire qui en signalera les modifications au Maître d'ouvrage.

En conséquence, il est en particulier responsable :

- De la conformité des installations effectuées par lui aux règlements en vigueur et en particulier à ceux concernant la sécurité.
- Du respect de toutes obligations résultant des lois et décrets en vigueur, des règlements de police, de voirie, d'hygiène, de sécurité etc. dans l'organisation des chantiers, de même que des obligations relatives à la législation de la Sécurité Sociale.
- De tout accident qui pourrait survenir à lui-même, à son personnel, aux agents du Maître d'ouvrage, du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et des agents de contrôle ou à tous tiers présents sur les lieux des travaux.
- Des études, des fournitures et des travaux faits par lui. Il supporterait les dépenses supplémentaires auxquelles la correction de ses erreurs ou de ses omissions pourrait donner lieu, y compris les réfections ou transformations qui seraient imposées à la suite d'une inspection par un organisme agréé, pour mise en conformité des installations avec les règlements en vigueur.

Des conséquences qu'entraînent la nature de l'eau et la nature des terrains traversés sur la tenue des matériaux employés et la résistance de ces matériaux à la corrosion interne.

- De toute action intentée contre l'administration, y compris les revendications des titulaires de brevets, licences, marques de fabrique ou autres, relatives aux travaux ou fournitures faisant l'objet du marché.
  - Des frais de réparation de tout dommage résultant des avaries qu'auraient subies au cours de l'exécution des travaux ou à la suite de ceux-ci, les ouvrages et installations publics ou privés, apparents ou souterrains.
- Ces responsabilités ne seront atténuées en rien par les vérifications et les approbations données par le Maître d'ouvrage et par l'ONEE – Branche Eau sur les dispositions d'ensemble ou de détail ou sur les plans des travaux ou fournitures à effectuer par l'entreprise.

#### **ARTICLE 17 : CONTROLE DES TRAVAUX**

Le contrôle technique des travaux sera assuré par le maître d'ouvrage et l'ONEE- Branche Eau.

Nonobstant le contrôle et la surveillance normale des travaux par le Maître d'ouvrage, l'entrepreneur devra laisser libre accès de ses chantiers aux ingénieurs et agents de l'ONEE – Branche Eau, chargés du contrôle des travaux, leur présenter s'ils le demandent toute pièce du marché et leur fournir tout renseignement et explication utile pour faciliter leurs missions.

#### **ARTICLE 18 : LIAISON AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE**

L'Entrepreneur sera tenu de fournir à tout moment tout renseignement intéressant l'exécution du Marché dont le Maître d'ouvrage juge nécessaire d'avoir connaissance, en raison notamment de l'incidence possible des travaux confiés à l'Entrepreneur sur ceux des autres entrepreneurs et sur les services des fournisseurs.

Il est précisé que les demandes de renseignements adressées à l'Entrepreneur par le Maître d'ouvrage ne pourront être considérées comme ingérence de celui-ci dans l'exécution du Marché, ni entraîner un partage quelconque de responsabilité entre le Maître d'ouvrage et l'Entrepreneur. Ces demandes conserveront un caractère documentaire.

En tout état de cause, l'Entrepreneur demeurera seul responsable de l'exercice de la fonction qui lui est propre à l'intérieur des obligations de son marché.

Toutes les fois qu'il en sera requis, l'Entrepreneur se rendra aux convocations du Maître d'ouvrage, dans ses bureaux ou sur les chantiers, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

Il informera notamment le Maître d'ouvrage des incidents de chantier, de l'avancement des travaux, de la situation des effectifs et du matériel, de l'état des livraisons du chantier et des commandes de matériaux (approvisionnements, fournitures, etc.) et mettra à la disposition de celui-ci tout documents relatifs à l'exécution des travaux.

Il adressera au Maître d'ouvrage, au début de chaque semaine pour la semaine écoulée, un rapport illustré par des photos en cinq exemplaires où seront consignés les renseignements ci-dessus conformément aux directives du Maître d'Ouvrage.

Le Directeur des travaux ou son adjoint et les responsables du chantier sont tenus de se rendre aux réunions de chantier et de coordination dont les dates sont fixées par le Maître d'Ouvrage.

#### **ARTICLE 19 : OBLIGATIONS DIVERSES DE L'ENTREPRENEUR**

L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions, il ne pourra se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté du Maître d'ouvrage.

Il est précisé que parmi les dépenses incluses dans les prix selon l'article 53 du C.C.A.G-T figurent les frais de branchement de chantier aux réseaux d'eau, d'électricité etc. et les consommations correspondantes pendant toute la durée du chantier.

En application de l'article 44 du C.C.A.G-T, le délai fixé pour le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition de l'entrepreneur est fixé à cinq (05) jours calendaires avant la date de réception provisoire.

#### **ARTICLE 20 : ECHANTILLONNAGE**

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du Maître d'ouvrage et à l'ONEE – Branche Eau un échantillon de chaque espèce de matériau ou de fourniture qu'il se propose d'employer. Il ne pourra mettre en œuvre des matériaux qu'après acceptation donnée par ordre délivré par le Maître d'ouvrage et l'ONEE – Branche Eau.

L'entrepreneur devra présenter à toute réquisition les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux proposés.

#### **ARTICLE 21 : ORIGINE, QUALITE ET MISE EN ŒUVRE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

L'entrepreneur doit se conformer à l'article 42 du C.C.A.G-T.

#### **ARTICLE 22 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE EN MATIERE D'ESSAIS**

En matière d'essais sur les matériaux, on distingue :

- LES essais nécessaires à l'agrément par le Maître d'ouvrage des matériaux livrés sur le chantier ;
- Les essais de contrôle des matériaux mis en œuvre.

Il appartient à l'entrepreneur de fournir au Maître d'ouvrage tous les documents d'homologation nécessaires à l'agrément.

A défaut de ces documents, le Maître d'ouvrage exigera des essais qui seront exécutés aux frais de l'entrepreneur, dans un laboratoire agréé avant acceptation des matériaux par le Maître d'ouvrage.

Ces essais de contrôle sont réputés couverts par les prix du bordereau des prix – détail estimatif.

## **ARTICLE 23 : PLANS DE RECOLLEMENT**

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur remettra au Maître d'ouvrage 6 tirages (pliés au format 21 x 31) et l'ensemble sur CD numérique des dessins côtés des ouvrages réalisés.  
L'Entrepreneur demeure responsable des conséquences que peut entraîner la non correspondance des documents de recollement aux réalisations.

Aucun décompte définitif ne sera réglé à l'entreprise avant la remise du dossier de recollement.

## **ARTICLE 24 : NANTISSEMENT**

Le nantissement du présent marché se fera selon les mêmes modalités prévues par la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics. Ainsi le nantissement du marché, le Maître d'ouvrage délégué remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n°115-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- + La liquidation des sommes dues par la Société Foncière CMC en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'O.F.P.P.T ou son délégataire.
- + Le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégataire est chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé.
- + Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le PDG de la Société Foncière ou son délégué le cas échéant.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

## **ARTICLE 25 : RESILIATION**

Lorsque le marché est résilié dans les cas prévus dans le C.C.A.G-T et le règlement des marchés de l'OFPPT, il sera fait application des dispositions du C.C.A.G-T et de l'article 142 du règlement des marchés de l'OFPPT.

## **ARTICLE 26 : REPRISE DE MATERIEL ET DES MATERIAUX EN CAS DE RESILIATION**

Dans le cas de résiliation, l'entrepreneur sera tenu d'évacuer le chantier, les locaux et tout emplacement utile à l'exécution des travaux dans un délai limite de cinq (05) jours au cours desquels l'entreprise sera tenue de prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre au Maître d'ouvrage de poursuivre les travaux sans retard. Passé ce délai, l'évacuation est faite par le Maître d'ouvrage aux frais et risques de l'entreprise.

Les conditions de reprise de matériels et matériaux en cas de résiliation du marché sont celles prévues par l'article 70 du CCAG-T.

## **ARTICLE 27 : AJOURNEMENT OU CESSATION DES TRAVAUX**

Les dispositions des articles 48 et 49 du C.C.A.G-T seront appliquées.

## **ARTICLE 28 : PERIODE DE GARANTIE**

La période de garantie de tous les travaux est fixée à douze mois (12 mois) à partir de la date de réception provisoire.

Pendant la durée du délai de garantie, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir à ses frais.

Il reste de même responsable des actions ou indemnités formulées par les tiers pour dommages résultant de l'exécution des travaux.

La garantie relative au matériel fourni par l'entrepreneur est celle fixée par les normes en vigueur.

Si l'entrepreneur n'a pas rempli à la date de la réception définitive des travaux les obligations prévues par l'article 76 du CCAG-T, il est fait application des mesures prévues par l'article 79 du CCAG-T.

Si, au moment de la réception définitive, il est reconnu que certains ouvrages ne sont pas en bon état, le Maître d'ouvrage peut prolonger le délai de garantie jusqu'à ce que les travaux nécessaires aient été exécutés par l'Entrepreneur, ou faire exécuter les travaux aux frais de celui-ci.

## **ARTICLE 29 : REGLEMENT DE POLICE ET DE VOIRIE**

L'Entrepreneur devra obligatoirement se soumettre à tous les règlements de police et de voirie en vigueur à la ville de la construction. L'entrepreneur sera responsable de tous les dégâts ou détournements commis par son personnel ou par des tiers sur son chantier ou dans les bâtiments avoisinants mis à sa disposition.

## **ARTICLE 30 : ORDRES DE SERVICE – LETTRES – INSTRUCTIONS**

Les ordres de service sont soumis aux dispositions de l'article 11 du CCAG-T.

L'entrepreneur se conformera strictement aux plans, tracés, dessins de détails ainsi qu'aux ordres de service, lettres, et instructions qui lui seront adressés par le Maître d'ouvrage.

L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites ou figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour une exécution contraire à la volonté du Maître d'ouvrage ou pour justifier un retard dans l'exécution.

## **ARTICLE 31 : AUGMENTATION OU DIMINUTION DANS LA MASSE DES TRAVAUX – MODIFICATIONS**

Sont désignés par ce terme tous les travaux en plus ou en moins de ceux initialement prévus par suite de modifications.

Il est précisé que seuls seront considérés comme travaux modifiés et par suite réglés ou retenus à l'entrepreneur, les travaux dus à des changements ordonnés par ordre de service du Maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de modifier à tout moment telle ou telle partie d'ouvrage qu'il jugera nécessaire pour une meilleure réalisation du projet et ce, dans le respect des articles 55, 57, 58, 59 du C.C.A.G-T.

Des travaux supplémentaires peuvent être prescrits par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues au paragraphe II - 7 de l'article 86 du règlement des marchés de l'OFPPT.



## **ARTICLE 32 : DOCUMENTS**

L'entrepreneur est tenu de vérifier les côtes, de signaler en temps voulu toute erreur matérielle qui aurait pu se glisser dans les plans ou les pièces écrites qui lui seraient notifiés. Aucune côte ne sera prise à l'échelle sur les plans pour l'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra s'assurer sur place avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les côtes et indications des plans et dessins de détails. Dans le cas de doute, il se référera immédiatement au Maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 33 : MALFAÇONS**

Si les malfaçons viennent à être décelées, les ouvrages seront démolis et refaits à la charge de l'entrepreneur. Si ces réfections entraînent des dépenses supplémentaires, ces dépenses seront également à la charge de l'entrepreneur. (Conformément à l'article 45 du CCAG-T).

## **ARTICLE 34 : DOCUMENTATION PHOTOGRAPHIQUE SUR LES TRAVAUX**

L'entrepreneur sera tenu de constituer à ces frais une documentation photographique permettant de suivre la marche des travaux et mettant essentiellement l'accent sur les points forts du chantier.

La collection photographique pour chaque chantier ainsi constituée (au minimum de 20 photos nouvelles par semaine) sera remise, au fur et à mesure, au Maître d'ouvrage en deux exemplaires ainsi que sur support informatique (CD numérique).

## **ARTICLE 35 : IMPLANTATION DES OUVRAGE ET LEVES TOPOGRAPHIQUES**

L'entrepreneur sera tenu d'effectuer les levés topographiques nécessaires aux travaux et l'implantation des ouvrages à ses frais et par un ingénieur géomètre topographe agréé inscrit à l'ordre conformément à la loi n°30-93.

## **ARTICLE 36 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE**

1 – Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser au Maître d'ouvrage, les attestations justifiant la souscription des polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché, à savoir celles se rapportant :

- a) Aux véhicules automobiles et engins utilisés sur le chantier qui doivent être assurés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.
- b) Aux accidents de travail pouvant survenir au personnel de l'entrepreneur qui doit être couvert par une assurance conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Le Maître d'ouvrage ne peut être tenu pour responsable des dommages ou indemnités légales à payer en cas d'accidents survenus aux ouvriers ou employés de l'entrepreneur ou des sous-traitants.

A ce titre, les dommages intérêts ou indemnités contre toute réclamation, plainte, poursuite, frais, charge et dépense de toute nature, relatifs à ces accidents sont à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur est tenu d'informer par écrit le Maître d'ouvrage de tout accident survenu sur son chantier et le consigner sur le cahier de chantier.

- c) A la responsabilité civile incombant :
  - A l'entrepreneur, en raison des dommages causés aux tiers par les ouvrages objet du marché, jusqu'à la réception définitive, notamment par les matériaux, le matériel, les installations, le personnel de



l'entrepreneur, quand il est démontré que ces dommages résultent d'un fait de l'entrepreneur, de ses agents ou d'un défaut de ses installations ou de ses matériels.

- A l'entrepreneur, en raison des dommages causés sur le chantier et ses dépendances aux agents du Maître d'ouvrage ou de ses représentants ainsi qu'aux tiers autorisés par le Maître d'ouvrage à accéder aux chantiers, jusqu'à la réception définitive.
- Au Maître d'ouvrage, en raison des dommages causés au tiers sur le chantier et ses dépendances notamment par ses ouvrages, ses matériels, ses marchandises, ses installations, ses agents etc. Le contrat d'assurance correspondant à cette responsabilité doit contenir une clause de renonciation de recours contre le Maître d'ouvrage.
- Au Maître d'ouvrage, en raison des dommages causés au personnel de l'entrepreneur et provenant, soit du fait de ses agents, soit du matériel ou des tiers dont il serait responsable, et qui entraîneraient un recours de la victime ou de l'assurance « Accident du travail ».

d) Aux dommages à l'ouvrage ; à ce titre doivent être garantis par l'entrepreneur, pendant, la durée des travaux et jusqu'à la réception provisoire, les ouvrages provisoires objet du marché, les ouvrages et installations fixes ou mobiles du chantier, les matériels, matériaux et approvisionnements divers contre les risques d'incendie, vol, détérioration pour quelque cause que ce soit, sauf cataclysmes naturels.

2- Lorsque l'ordre de service notifiant l'approbation du marché à l'entrepreneur prescrit également le commencement des travaux, le démarrage ne doit avoir lieu que si l'entrepreneur a produit les attestations d'assurances prévues au paragraphe 1 du présent article.

3- L'entrepreneur est tenu de renouveler les assurances prévues au paragraphe 1 du présent article de manière à ce que la période d'exécution des travaux soit constamment couverte par les assurances prévues par le marché.

L'entrepreneur est tenu de présenter au maître d'ouvrage, la justification du renouvellement des assurances prévues ci-dessus.

Les copies des attestations de souscriptions des polices d'assurances doivent être conservées par le maître d'ouvrage.

4- si l'entrepreneur n'a pas respecté les stipulations des paragraphes 1, 2 et 3 du présent article, il est fait application des mesures coercitives prévues par l'article 79 du C.C.A.G-T.

5- Sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 79 du présent cahier, aucune modification concernant les polices d'assurance ne peut être introduite sans l'accord préalable écrit du maître d'ouvrage.

Aucune résiliation des polices d'assurance ne peut être effectuée sans la souscription préalable d'une police d'assurance de portée équivalente acceptée par le maître d'ouvrage.

6- Aucun ordonnancement ne sera effectué si l'entrepreneur n'a pas respecté les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article.

7- Les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus s'appliquent également aux sous-traitants de l'entrepreneur.

## **ARTICLE 37 : APPROVISIONNEMENT**

Il ne sera pas prévu des acomptes sur approvisionnements dans le présent marché.

## **ARTICLE 38 : MODE DE REGLEMENT DES OUVRAGES**

Les règlements seront faits au mètre par application des prix unitaires du bordereau des prix détail estimatif aux quantités réellement exécutées.

Les décomptes de règlements des travaux seront présentés selon le bordereau des prix détail estimatif, avec présentation des mètres justificatifs, et attachements correspondants.

## **ARTICLE 39 : NETTOYAGE ET GESTION DES DECHETS DU CHANTIER**

L'élimination des déchets générés par les travaux objet du présent marché est de la responsabilité de l'entrepreneur pendant l'exécution des travaux.

L'entrepreneur se charge des opérations de collecte, transport, stockage, éventuels tris et traitement nécessaires et de l'évacuation des déchets générés par les travaux objet du marché vers les lieux susceptibles de les recevoir, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Le maître d'ouvrage remet à l'entrepreneur toute information qu'il juge utile pour permettre à celui-ci d'éliminer lesdits déchets conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereau de suivi des déchets de chantier.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi est obligatoire conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

## **ARTICLE 40 : DROIT DE TIMBRES**

L'entrepreneur devra supporter les droits de timbres des différentes pièces du marché (conformément à l'article 7 du CCAG-T)

## **ARTICLE 41 : LITIGES**

Tous les litiges pouvant survenir entre l'entrepreneur et le Maître d'ouvrage seront soumis aux tribunaux statuant en matières administratives (conformément à l'article 83, 84 du CCAG-T).

## **ARTICLE 42 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER**

L'entrepreneur devra prévoir, dès l'ouverture du chantier :

- Le cahier de chantier qui est mis à la disposition du maître d'ouvrage par l'entrepreneur où sont consignés, au fur et à mesure, notamment : les opérations relatives à l'exécution du marché, les incidents survenus au cours de l'exécution du marché, les ajournements et leurs causes, les contrôles effectués, et la traçabilité de rejet des déchets de chantier.

L'hébergement du personnel de chantier est **formellement** interdit à l'intérieur des constructions. Il en est de même pour les installations de réfectoires et sanitaires qui devront être implantées en dehors de toute construction, à des emplacements soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage.

- L'Entrepreneur devra effectuer les démarches nécessaires pour obtenir l'autorisation d'occupation du domaine public (trottoir, etc....). Tous les frais concernant cette occupation seront payés par l'entreprise et sont réputés couverts par les prix du bordereau des prix – détail estimatif.

L'Entrepreneur est réputé avoir une entière connaissance des dispositions d'ensemble, de l'importance et de la situation des ouvrages à exécuter ; de la nature et de l'état des terrains ; des emplacements de voies et moyens d'accès ou de circulation, ainsi que des conditions climatiques de la région, notamment du régime des eaux, de la fréquence et de l'importance des crues des cours d'eau pouvant avoir une incidence sur les travaux.

L'Entrepreneur fera son affaire des épuisements, pompages et protections éventuels qui font partie intégrante du marché et sont considérés comme aléas normaux inhérents aux travaux.

L'Entrepreneur se procure, à ses frais et risques, les terrains nécessaires à l'installation de ses chantiers. Dans le cas où des terrains ou bâtiments appartenant au Maître d'ouvrage conviennent à l'installation des chantiers, l'entrepreneur peut demander leur mise à sa disposition. Dans ce cas, celui-ci reste soumis à la réglementation locale pour l'usage des dépendances publiques et tenu d'entretenir ses installations et remettre en état en fin de chantier les installations mises à sa disposition.

Les exigences environnementales et sociales à respecter pendant toutes les phases du projet. En phase de chantier, il faut veiller au respect de certaines exigences notamment:

1/ la disponibilité sur le chantier de :

- Une trousse de premier soin y compris une civière.
- Un kit de dépollution,
- Des EPI (équipements de protection individuels) : casques, bottes, gilet et pour l'atelier de ferrailage gants et lunettes.
- des extincteurs.

2/ Il faut que le chantier soit balisé et qu'il dispose d'une signalisation adéquate avec des consignes de sécurité très claires (point de rassemblement, sortie de secours, sens de circulation des véhicules, signalisation de tout genre....)

3/ Il faut veiller à l'évacuation des déchets (ménagers, de construction) dans les endroits appropriés

4/ veiller aux conditions d'hygiène dans tout le chantier

#### **ARTICLE 43 : MODE D'EXECUTION**

D'une manière générale les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art, conformément aux dessins et plans visés par l'ONEE – Branche Eau et aux textes généraux, normes en vigueur documents spéciaux de l'ONEE – Branche Eau.

L'entrepreneur est invité à se mettre en rapport avec l'ONEE – Branche Eau en vue d'exécuter les prestations sous le contrôle de l'ONEE – Branche Eau.

#### **ARTICLE 44 : ESSAIS DE MATERIAUX ET MATERIEL**

Les essais seront effectués conformément aux normes marocaines en vigueur. Ils seront faits obligatoirement par un laboratoire agréé.

L'Entrepreneur devra tenir en permanence sur le chantier des récipients ou éléments de matériaux disponibles à des prises de prélèvement pour études, essais ou analyses.

Les essais de matériaux installés par l'Entrepreneur sont à sa charge, ainsi que tous les ingrédients ou fluides nécessaires à ces essais.

Sont aussi à sa charge toute main d'œuvre nécessaire à ces essais, échafaudage, branchements et toutes sujétions.

## **ARTICLE 45 : ORGANISATION DU CHANTIER – COMMANDE DE MATERIEL**

Dans un délai de cinq jours (05) à dater du jour de la notification de l'ordre de service lui prescrivant de commencer les travaux, l'Entrepreneur devra faire agréer par le Maître d'ouvrage et par l'ONEE – Branche Eau, les dispositions détaillées qu'il compte adopter et le matériel qu'il compte utiliser.

Le Maître d'ouvrage et l'ONEE – Branche Eau peuvent exiger qu'elles soient modifiées ou complétées si elles ne donnent pas satisfaction.

Après approbation des dispositions définitives et après le choix définitif du matériel proposé, l'Entrepreneur aura à passer commande ferme de tout matériel quel que soit son origine. Le matériel reçu sera livré sur le chantier.

Il est spécifié que l'agrément du matériel par le Maître d'ouvrage et l'ONEE – Branche Eau ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur quant au respect des délais et aux conséquences dommageables que son utilisation pourrait avoir à l'égard des tiers.

Si à un moment quelconque en cours d'exécution, le Maître d'ouvrage constate que le programme n'est pas respecté, l'entrepreneur devra dans un délai de cinq jours (5) à partir de l'invitation qui lui sera faite par ordre de service, proposer un nouveau programme accompagné d'une note explicative des moyens à mettre en œuvre permettant de rattraper le retard et respecter le délai contractuel.

Dans le cas où il serait impossible d'établir un nouveau programme respectant le délai contractuel, l'acceptation éventuelle du nouveau programme par le Maître d'ouvrage ne modifie en rien le calcul des pénalités stipulées au présent C.P.S.

## **ARTICLE 46 : SOUS-TRAITANCES**

Toute sous-traitance éventuelle au titre de ce marché se fera dans les conditions de l'article n° 141 du règlement des marchés de l'OFPPT.

## **ARTICLE 47 : PRIX**

Il est formellement stipulé que l'Entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de la nature, des conditions et difficultés d'exécution du projet établi par le Maître d'ouvrage, avoir visité l'emplacement de la future construction, s'être rendu sur place et s'être entouré de tous les renseignements nécessaires à la composition des prix et avoir toutes les précisions désirables pour que l'ouvrage fini soit conforme à toutes les règles de l'art et aux prescriptions du marché.

Les prix établis par l'entrepreneur correspondent à des ouvrages en parfait état d'achèvement et de fonctionnement, il comprend également tout percement, saignée, rebouchage, raccord de tout corps d'état et en général toute sujétion nécessaire pour une meilleure réalisation des ouvrages.

En supplément des moyens à mettre en œuvre pour réaliser les ouvrages (main d'œuvre, matériaux, matériel, etc.), sont compris, notamment, dans les prix les charges suivantes :

- L'élaboration des études et des plans d'exécution liés au projet et leur validation par l'ONEE – Branche Eau;
- Les études supplémentaires, l'exécution des plans de détail ;
- L'organisation du chantier des travaux et les installations y afférentes ;

- L'implantation des ouvrages ;
- Les contrôles des matériaux tels que définis par les normes, les règlements en vigueur et les spécifications particulières du marché ;
- La totalité de la main d'œuvre de direction, de surveillance, et d'exécution des ouvrages, appointements, salaires, frais de voyage et de séjour, charges annexes, primes et indemnités de toute nature, etc
- Les moyens à mettre en œuvre et les dépenses à engager pour assurer le fonctionnement sur place ;
- Les frais de branchement, de distribution et de consommation d'eau et d'électricité nécessaire à la réalisation des travaux pendant toute la durée du chantier ;
- Les frais d'amenée, de mise en œuvre, d'entretien, et de gardiennage du matériel nécessaire conforme à celui indiqué dans l'offre de l'Entrepreneur ;
- Les ouvrages permettant d'accéder aux différents points de travail et aux différentes installations de l'entreprise, y compris l'entretien en parfait état de viabilité desdits ouvrages et éventuellement des voies publiques ou privées empruntées par les engins de l'Entrepreneur durant les travaux ;
- L'enlèvement de toutes les installations de l'Entrepreneur en fin de chantier, fondations comprises, et de tous les dépôts de matériaux, terres, gravats, etc. y compris l'enlèvement des terres, déchets et autres matières provenant de l'exécution des travaux, la remise en état des lieux et le nettoyage de tous les ouvrages avant réception.

Conformément à l'article 5 du règlement des marchés de l'OFPPT, toutes les marques commerciales des produits ou fournitures prévues dans le cahier des spécifications techniques et le cahier de description des ouvrages ne sont données qu'à titre indicatif. L'entrepreneur aura le droit de présenter, soit les mêmes marques soit des marques similaires.

#### **ARTICLE 48 : VARIATION DES PRIX**

En application de l'article 54 du C.C.A.G-T, le paragraphe 2 de l'article 12 du règlement des marchés de l'OFPPT et de l'article 7 de l'arrêté du chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 safar 1437(27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics, au cas où postérieurement à l'époque de base définie ci-dessous des variations sont constatées dans le cours de la main d'œuvre des matériaux des fournitures et des prestations, le montant des travaux exécutés sera révisé par application de la formule et des conditions suivantes :

$$\frac{P}{P_0} = [0,15 + 0,85 \frac{\text{Bat4}}{\text{Bat40}}]$$

P : est le prix révisé hors taxes de la prestation considérée ;

P<sub>0</sub> : le prix initial hors taxes de cette même prestation.

Bat4 : est la valeur de l'Index du mois de la date de l'exigibilité de la révision relatif aux travaux de Plomberie sanitaire

Bat40 : est la valeur de l'index global relatif aux travaux de plomberie sanitaire à l'époque de base

P / P<sub>0</sub> : étant le coefficient de révision des prix.

L'époque de base correspond au mois de la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 49 : SOUS- DETAIL DES PRIX**

L'Entrepreneur devra fournir à l'appui de son bordereau de prix et ce, dans un délai de cinq (5) jours suivant la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, les sous-détails justificatifs, dans lesquels il fera apparaître nettement :

**a) Pour les matériaux**

Leurs caractéristiques, leur origine ou l'usine d'où ils proviennent, le prix des fournitures départ usine ou carrière, les frais d'amenée à pied d'œuvre, non compris les majorations pour frais généraux, impôts, TVA et bénéfice.

**b) Pour les dépenses de main-d'œuvre**

Les prix pratiqués pour les différentes catégories d'ouvriers, y compris les chefs d'équipes et non compris les charges sociales, les taxes, les frais généraux, impôt de bénéfices.

**c) Les pourcentages**

De majoration globale appliquée, d'une part aux dépenses de main-d'œuvre et d'autre part, aux dépenses de matériaux. Ces éléments justifieront les prix de main-d'œuvre et de matériaux figurant dans les sous-détails.

Pour chaque prix, il y aura lieu de faire apparaître les heures de travail, les quantités de matériaux utilisés, les dépenses de gros outillage, etc. et tous les autres éléments entrant dans la composition des prix considérés. Les prix ne donnent et ne donneront pas lieu à perception des frais commerciaux extraordinaires.

## **ARTICLE 50 : TAXES ET MODALITES DE PAIEMENTS**

Tous les prix du présent marché seront établis en tenant compte de toutes les taxes et charges diverses, y compris la taxe sur la valeur ajoutée "T.V.A". Toutefois et dans le cadre de l'article l'article 92 (I-6°) du Code Générale des impôts, **les droits de la TVA sont exonérés au titre du présent marché.**

A cet effet, le titulaire devra fournir à l'OFPPPT une facture pro-forma globale égale à la valeur du marché pour permettre à l'OFPPPT d'obtenir **l'attestation d'exonération de la TVA.**

**Sur la base de l'attestation d'exonération de la TVA délivrée par l'Administration fiscale Marocaine, le titulaire devra fournir les factures en Hors TVA portant la mention « exonération de la taxe sur la valeur ajoutée en vertu de l'article 92 (I-6°) du Code Général des Impôts. ».**

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement. **Les paiements se feront sur la base du montant Hors Taxes**, conformément aux dispositions prévues par la Code Générale des Impôts.

Dans le cas où ladite exonération n'est plus applicable, le Maitre d'ouvrage paiera la TVA conformément aux règles de de droit commun.

Aussi, les prestations de service réalisées pour le compte du maitre d'ouvrage par une entreprise non résidente sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux de 10% de ces prestations. Cet impôt est prélevé du montant desdites prestations sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au prestataire, à sa demande. Pour les entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.

## **ARTICLE 51 : BESOIN EN MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

L'Entrepreneur devra faire connaître Huit jours au moins avant l'ouverture du chantier, au bureau de placement compétent pour le lieu où s'exécuteront les travaux, ses besoins en main d'œuvre par profession, avec toutes les indications utiles de travail, de salaires et généralement tous les renseignements de nature à intéresser les chômeurs en quête d'emploi.

Il devra renouveler ces conditions en temps opportun, toutes les fois qu'il se trouvera dans l'obligation de procéder à de nouveaux embauchages.

Il devra accueillir les candidats présentés par le bureau de placement. Toutefois, sa liberté d'embauchage restera entière. Il ne sera pas tenu d'engager les ouvriers qui ne présenteraient pas les aptitudes requises. Il devra en cas de refus, en indiquer le motif sur la carte de présentation qui est délivrée par le bureau de placement, et qui est renvoyée à ce bureau soit par l'ouvrier, soit par l'entrepreneur.

Il est précisé que les lois en vigueur relatives aux conditions et heures de travail des ouvriers et employés sont applicables au présent marché.

## **ARTICLE 52 : QUALITE DES TRAVAUX OU FOURNITURES DIVERSES**

Nonobstant les travaux décrits, l'Entrepreneur devra effectuer tous les travaux nécessaires ou fournitures, pour une parfaite finition de fonctionnement de ses ouvrages.

Aucune réclamation ne sera admise pour une omission quelconque qui pourrait se glisser dans les plans ou pièces écrites concernant le présent projet et qui serait contraire aux règles de l'art et à la volonté du Maître d'ouvrage et de l'ONEE – branche Eau.

## **ARTICLE 53 : CONTROLE TECHNIQUE DES TRAVAUX**

Le contrôle technique des travaux sera assuré par le Maître d'ouvrage et l'ONEE – branche Eau.

Pendant toute la durée des travaux, les agents du Maître d'ouvrage et de l'ONEE – branche Eau auront libre accès au chantier, et pourront prélever aussi souvent que nécessaire pour examen, les échantillons de matériaux et de matériel à mettre en œuvre. L'ONEE – branche Eau vérifiera éventuellement que les ouvrages sont réalisés conformément aux plans.

L'Entrepreneur sera tenu de fournir à ses frais, la main-d'œuvre, les échafaudages, les charges, etc. nécessaires aux essais, prévus par le C.P.S.

## **ARTICLE 54 : MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX -ATTACHEMENT**

Les travaux objet du présent marché seront évalués aux mètres.

Les attachements seront établis conformément à l'article 61 du CCAG-T.

## **ARTICLE 55 : MESURE DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX**

A chaque réunion de chantier, l'entreprise sera tenue de produire et d'afficher un tableau d'avancement hebdomadaire des travaux indiquant les quantités de travaux réalisés.

Ce tableau d'avancement des travaux devra être communiqué la veille de la réunion de chantier par fax au Maître d'ouvrage.

**CHAPITRE II :  
CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**





## **ARTICLE 1 - CONSISTANCE DES TRAVAUX**

### **1.1-Travaux à la charge de l'Entrepreneur**

Sont à la charge de l'entrepreneur :

- L'étude d'exécution générale des conduites.
- Les études concernant l'organisation du chantier et la conduite des travaux suivant un planning à faire agréer par l'ONEE-BRANCHE EAU.
- Les études et l'établissement des plans d'exécution de la conduite, des équipements et des ouvrages (génie civil et équipement) permettant une parfaite intelligence du projet et de l'exécution des travaux.
- Les études concernant la stabilité des ouvrages et en particulier les ouvrages de franchissement de tous les obstacles et ouvrages annexes.
- Toutes les études complémentaires nécessaires à l'exécution des travaux (études des sols de fondation des ouvrages, études topographiques, études de béton armé, protection des ouvrages contre les inondations, études géotechniques, étude d'agressivité, etc.).
- L'établissement des pièces techniques, telles que notes de calcul, mémoire technique, notices techniques d'emploi et d'exploitation ...etc., pour la réalisation et exploitation des équipements.
- Les études concernant les équipements hydrauliques de la conduite (robinets vannes, ventouses, régulateurs, pièces spéciales).
- Toutes les formalités nécessaires pour l'approvisionnement des fournitures à pied d'œuvre.
- L'installation du chantier.
- L'implantation des conduites et la matérialisation de leur emprise avant ouverture des tranchées.
- Les terrassements en tous terrains, nécessaires à la pose ou la dépose des conduites et à la construction des ouvrages, les remblais divers, le réglage ou la mise à la décharge des terres excédentaires.
- Les essais en usine des tuyaux, raccords et matériel hydraulique.
- La fourniture, le transport à pied d'œuvre et la pose des conduites, des pièces spéciales et appareillage annexes.
- La fourniture, le transport et la pose de tout l'appareillage hydraulique nécessaire au bon fonctionnement de l'adduction (ventouse, vidange, vanne, etc.).
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la pose des conduites (béton, mortiers, granulats, remblais et matériaux divers).
- L'exécution des ouvrages annexes tels que regards, butée, ancrage et enrobage des conduites, passage sous routes, traversée d'oued et chaâba, etc.
- L'étude et réalisation des traversées (oued, chaâba, seguia, chaussée, piste,...)
- Les travaux spéciaux d'étalement et de protection des autres canalisations, conduites et câbles croisant la tranchée.
- La déviation des effluents pendant les travaux.
- La remise en état des lieux des voies publiques d'accès sur chantier utilisées par l'Entrepreneur.
- Les contrôles et les épreuves des matériaux et fournitures en usine et sur le chantier.
- Les essais d'étanchéité des conduites en tranchée.
- Tous les essais complémentaires et mise au point, en vue de l'obtention de garanties figurant dans le CPT.
- Le raccordement de départ et de l'arrivée des conduites
- Les nettoyages et la désinfection des conduites d'eau potable et des ouvrages suivant les prescriptions du présent CPT.
- La fourniture de l'eau nécessaire à tous les essais, lavage, rinçage et stérilisation des conduites.
- L'étude et la réalisation des installations de protection contre la corrosion, l'agressivité des sols, les courants vagabonds ainsi que la protection anti-racine.
- Les essais de la conduite (essais hydrauliques et de fonctionnement) et la mise en eau industrielle.
- L'établissement et fourniture des plans de recollement, certifiés conformes à l'exécution.
- L'entretien des installations et des ouvrages pendant le délai de garantie.

- toutes dépenses pour création et entretien d'accès tant au chantier qu'aux campements ;
- frais de signalisation temporaire ;
- la fourniture et transport à pied d'œuvre des matériaux et matériels ;
- la fabrication et la mise en œuvre des matériaux et équipements, conformément aux Exigences de l'ONEE-Branche Eau;
- les frais de tous les essais en usine et sur chantier conformément aux Exigences de l'ONEE-Branche Eau ;
- toutes les sujétions d'exécution concernant les travaux ci-après à réaliser conformément aux exigences de l'ONEE-Branche Eau.

L'énumération des prestations indiquées ci-dessus et dans les divers chapitres du présent cahier des prescriptions techniques n'est nullement limitative. En fait, l'Entrepreneur s'engage à fournir et mettre en service un ensemble en parfait état de marche.

Le projet essentiellement en la réalisation des travaux suivants :

- ✓ Fourniture Transport et pose de 1100 ml de conduites en PVC PN 16 de diamètre 500 mm ;
- ✓ Fourniture Transport et pose de 1100 ml de conduites en PVC PN 16 de diamètre 315 mm ;
- ✓ Fourniture, transport et pose des pièces spéciales nécessaires pour le raccordement tels que (tés, coudes, cônes...) et des équipements de robinetterie (vannes, ventouses, vidanges, ...) ;
- ✓ Réalisation des ouvrages annexes (regards, traversées des obstacles,...) ;
- ✓ Essais de conduites en tranchées, rinçage et désinfection.

Dès la réception de l'ordre de service prescrivant l'ouverture du chantier, l'Entrepreneur doit procéder suivant les indications de l'ONEE-Branche Eau à :

- L'installation de chantier, y compris l'amenée, la mise à disposition des machines outil, équipements et échafaudages. Préparation des chemins d'accès, le dégagement du terrain, ainsi que toutes les dispositions standards de sauvegarde des équipements qui sont à fournir par l'entrepreneur notamment abris pour pose de conduites et des pièces spéciales et toutes sujétions.
- La mise à disposition d'un local de chantier.
- La protection de l'installation de chantier en permanence jour et nuit pendant toute la durée des travaux y compris toutes sujétions pour assurer la sécurité totale du personnel, du matériel, des travaux, des particuliers occupant la voie publique, des passants, des riverains ...
- Signalisations nécessaires.

A la fin des travaux avant la réception provisoire, l'entrepreneur procédera à l'enlèvement et repliement des installations de chantier et du matériel comprenant :

- La démolition des infrastructures et massifs divers,
- La remise en état des lieux : terrain, bâtiments, routes et pistes,
- L'excavation des dépôts de matériaux de l'entreprise ayant provoqué des modifications de la topographie initiale,
- Le nettoyage complet du chantier et des ouvrages définitifs par enlèvement de tous les gravois, débris, détritus, afin de leur donner un aspect naturel,
- La remise en place de la terre végétale préalablement stockée au début du chantier, suivant les instructions de l'ONEE-Branche Eau
- L'évacuation à la décharge publique, des produits de démolition et de ceux provenant du nettoyage,
- Le repliement des installations du chantier et du matériel de l'entreprise.

La réception provisoire des ouvrages est subordonnée à l'exécution par l'Entreprise de la totalité des opérations indiquées.

## **ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES OUVRAGES**

L'objet du présent article est de présenter la description des ouvrages à réaliser. Cette description n'est pas exhaustive. Elle est complétée par le bordereau des prix formant détail estimatif.

Les ouvrages seront exécutés conformément aux plans et dossiers qui seront notifiés « Bon pour exécution » par l'ONEE-BRANCHE EAU à l'entreprise.

Les dimensions et côtes portées sur les plans sont celles des ouvrages et travaux terminés.

L'entrepreneur sera tenu de vérifier les côtes sur place et de signaler à l'ONEE-BRANCHE EAU, en temps utile, toutes erreurs matérielles ou omissions qui auraient pu glisser dans les plans et pièces écrites qui lui sont remis.

Les côtes de niveau indiquées aux plans et dans les pièces écrites sont rattachées au nivellement général du Maroc.

## 2.1 Caractéristiques des conduites

Les canalisations retenues, pour la solution administrative, sont en PVC : PVC U (rigide) ou PVC – BO (bi-orienté).

Les caractéristiques techniques des conduites sont renseignées dans le tableau ci-après.

Nature	Diamètre (mm)	Longueur (ml)
PVC PN16	500	1 100
PVC U ou PVC – BO)	315	1 100
TOTAL		2 200

### Conduites en PVC :

Les tuyaux et les pièces de raccords en PVC rigide (sans plastifiant), doivent être conformes aux spécifications des normes : NM 05.6.046, pour les tuyaux ou équivalent et NM 05.6.057, pour les raccords ou équivalent.

Les tubes en PVC - BO doivent être fabriqués à partir des tubes PVC rigide par application d'un procédé de bi orientation moléculaire en direction axiale et circonférentielle sous conditions contrôlées. La structure amorphe est transformée en structure laminaire permettant d'améliorer les caractéristiques mécaniques et hydraulique du matériau.

Les tubes et les raccords en PVC - BO doivent être conformes à la Norme : NM ISO 16422 Version 2017 ainsi que les différentes normes de référence pour son application.

Les conduites en PVC doivent être de qualité alimentaire au contact avec l'eau potable, il ne doit pas y avoir lieu de relargage de substances minérales ou organiques portant atteinte à la qualité des eaux. L'entrepreneur doit présenter obligatoirement un certificat d'alimentarité datant de moins de deux ans et délivré par un laboratoire agréé pour le contrôle des matériaux destinés à être mis en contact avec l'eau potable.

La conduite doit porter de façon apparente et indélébile répétée au moins une fois par mètre les indications suivantes :

- La désignation commerciale et/ou sigle du fabricant
- L'indication PVC diamètre .....Eau potable suivi par la valeur du PN
- Les dimensions du tube : diamètre extérieur nominal x épaisseur nominale.

### Les pièces spéciales en acier :

- La fabrication doit être conforme aux normes Européennes EN 10217-1 et EN 10224, et aux prescriptions du CPC.
- La nuance de l'acier doit être S275 ou S355 conforme à la norme EN 10025- 2 : 2004.
- Les éléments seront sans soudure conformément à la norme NF A 49-111
- Le calcul des épaisseurs à fournir par l'entrepreneur doit s'appuyer et être conformes aux normes précitées.

## 2.2 Assemblage

Les conduites en PVC seront à assemblage par bague de joints.

## 2.3 Robinetterie et équipements hydrauliques

Le long des conduites, objet du présent marché, il est prévu la réalisation des regards abritant des équipements de vidange, de ventouses, de régulateurs de pression ou de débit et de vannes de sectionnement. Ces ouvrages sont répartis comme suit :

### **a- Vannes de sectionnement :**

Les vannes de sectionnement éventuelles seront des robinets-vannes à opercule caoutchouc pour les diamètres strictement inférieurs à 400 mm et des vannes papillon pour des diamètres supérieurs à 400 mm.

Les seuls matériaux autorisés pour l'exécution des corps de vannes sont la fonte ductile ou l'acier, le bronze ou un métal d'une résistance à la corrosion et à l'usure équivalente pour le siège d'étanchéité.

Les vannes papillon auront les caractéristiques suivantes :

- Corps et papillon en fonte ductile.
- Axes excentrés en acier inox.
- Joints d'étanchéité en élastomère fixé sur le papillon et interchangeable sans démontage du papillon.
- Siège d'étanchéité rapporté sur le corps.
- Paliers autolubrifiants avec étanchéité par joints élastomère.
- Commande par volant.

La matière constituant ces appareils qui sera en contact avec l'eau doit satisfaire à la réglementation en vigueur concernant le cas de l'eau potable : solubilité, saveur, alimentarité.

En plus, pour les vannes papillon, elles seront en PN16 GN10 et conformes aux normes suivantes (sont données à titre indicatifs) : NFE 29.203, NFE 29.206, NFE 29.305, NFE 29.401, NFE 29.430, NFE 29.431

Le corps et le papillon seront en fonte ductile revêtue intérieur et extérieur par poudrage époxy en produit alimentaire d'épaisseur minimale de 150 microns. L'axe et l'arbre du papillon et toute la visserie seront en acier inoxydable. Les joints seront en EPDM.

Les vannes à commande manuelle devront pouvoir être manœuvrées par un seul agent, une démultiplication du mouvement sera réalisée en conséquence.

Les vannes doivent être équipées d'un indicateur mécanique d'ouverture et une fin de course de sécurité.

La FTP des vannes munies de leur volant de manœuvre ainsi que les accessoires nécessaires à leur mise en place (boulons, joints, manchettes, etc.) seront à la charge de l'entrepreneur.

Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques des vannes à poser dans le cadre du présent marché :

DN	PN	Nombre
500	16 bars	1

### **b- Equipements des points hauts et des points bas**

Le long de chaque conduite, seront réalisés des regards abritant les équipements, des vidanges et des ventouses. Ces ouvrages sont donnés par le tableau suivant :

Conduite principale	Nombre			
	Ventouses		Vidanges	
	DN 100	DN 80	DN 200	DN 100
Ø.ext 500 PVC	1		1	
Ø.ext 315 PVC		1		1

L'équipement des points hauts consiste en la fourniture, le transport à pied d'œuvre, la pose et l'essai des ventouses triples fonction munies de robinets vannes d'isolement, manchettes en acier galvanisé à chaud (éventuellement), RBM et Un té à bouts et à tubulaire bridés DN conduite/DN ventouse ainsi que des accessoires de mise en place et d'exploitation (boulons, joints, etc...).

Les robinets vannes doivent être conformes aux caractéristiques des vannes de sectionnement décrites ci-dessus.

L'équipement des points bas consiste en la fourniture, le transport, la pose et l'essai de robinets vannes d'isolement, manchettes en acier galvanisé à chaud (éventuellement), RBM et Un té à bouts et à tubulaire bridés DN conduite/DN vidange ainsi que des accessoires de mise en place et d'exploitation (boulons, joints, etc...).

Si le regard abritant la vanne de vidange se trouve à côté d'un point bas, l'équipement doit englober la fourniture, le transport et la pose d'une conduite en PVC PN 16 de diamètre approprié reliant le regard à l'exutoire.

Dans le cas où il n'y a pas d'exutoire, la vidange se fera par l'intermédiaire d'une bache pour vidange en béton armé avec hydrofuge à construire à côté du regard abritant la vanne de vidange. Des échelons en acier galvanisé seront prévus pour l'accès.

Les emplacements de ces points hauts et bas seront donnés dans les plans qui seront vérifiés par l'Entrepreneur selon le calage en profil en long retenu pour la conduite et approuvés par L'ONEE Branche Eau.

## **2.4 Ouvrages annexes**

### **a- Regards :**

Les regards des vannes de sectionnement, vidanges et ventouses, ... etc., seront exécutés suivant les descriptions décrites dans les définitions des prix ainsi que les plans qui seront fourni après notification du marché. Ils seront fermés par des tampons en fonte ductile de type chaussée ou trottoir à l'intérieur des agglomérations et par des capots en acier en dehors des agglomérations, ces capots doivent être munis d'un système de verrouillage adéquat.

Pour les cas des vidanges se faisant par l'intermédiaire de bâches ces dernières seront fermées de la même manière que les regards abritant les vannes de vidange (tampons en fonte de type chaussée ou trottoir à l'intérieur des agglomérations et par des capots en acier en dehors des agglomérations).

Les dimensions de ces ouvrages doivent tenir compte du diamètre et calage de la conduite et des encombrements des pièces spéciales et de la robinetterie se trouvant à l'intérieur et la profondeur de la conduite.

L'échelon + cadre et tampon sont compris dans le prix du Génie civil de regard.

## **II – DESCRIPTION DES TRAVAUX**

### **ARTICLE 3 - GENERALITES**

Les ouvrages devront être exécutés conformément aux plans d'exécution établis par l'Entrepreneur et approuvés par l'ONEE-BRANCHE EAU.

Il est à signaler que des prélèvements de contrôle de la qualité de compactage des remblais et de la qualité du béton seront opérés au cours des travaux par un laboratoire désigné par l'ONEE-BRANCHE EAU. Si les résultats s'avèrent non satisfaisantes, l'Entrepreneur est tenu de refaire à ses frais les travaux réalisés

### **ARTICLE 4 - APPROVISIONNEMENT DES CONDUITES**

Les conduites ne seront approvisionnées sur le chantier que lorsque le démarrage de la pose sera imminent, c'est à dire dès l'ouverture des premiers mètres de tranchée.

Il en sera de même pour les raccords et les accessoires métalliques.

Dans l'éventualité d'un stockage provisoire rendu nécessaire par le retard dû à une cause matérielle ou administrative, celui-ci s'effectuera :

- Sous palette d'origine pour les conduites,
- Dans carton ou caisse de livraison pour les raccords et accessoires métalliques.

Les parois latérales de l'enclos ainsi constitué seront laissées libres afin de permettre une ventilation naturelle des conduites et raccords. Lorsque les travaux d'ouverture de la tranchée seront entamés, les conduites pourront être déposées le long de celle-ci, sur le bord de la fouille libre, et calées afin d'éviter leur rotation vers la tranchée.

### **ARTICLE 5 - CONDUITES**

#### **5.1 Terrassements**

La largeur nominale de la tranchée en tout terrain du projet est définie comme suit :

- Dext+2x25 cm pour les conduites Dext 315 mm, soit 81,5 cm ;
- Dext+2x30 cm pour les conduites Dext 500 mm, soit 110 cm.

Pour le calcul des volumes des terrassements, les parois de la tranchée sont considérées verticales.

L'épaisseur du remblai sur la génératrice supérieure de la conduite ne peut être inférieure à 0,80 m en terrain ordinaire et 0,50 m en terrain rocheux.

Si l'Entrepreneur estime nécessaire, en fonction de la nature du terrain et de l'emplacement des niches pour la confection des joints ou toute autre raison, de donner une largeur supérieure à celle définie ci-dessus ou/et un fruit aux parois de la tranchée, le volume de terrassement supplémentaire sera à sa charge.

La profondeur maximale de la tranchée ne doit pas dépasser la valeur pour laquelle la conduite ne peut plus résister à la charge du remblai. Pour toute sur-profondeur dépassant 3,50 m, l'entrepreneur doit préciser les mesures préconisées pour assurer la résistance de la conduite et les réaliser. Toutefois, il ne peut pas prétendre de rémunérations supplémentaires. Les prix des terrassements doivent inclure les prix de ces ouvrages.

Le calage des conduites doit respecter, dans la mesure du possible, les pentes minimales suivantes :

- 0.003 (3/1000) voir 0.002 (2/1000) pour les pentes ascendantes,
- 0.006 (6/1000) voir 0.004 (4/1000) pour les pentes descendantes.

La conduite sera posée sur un lit en sable de 10 cm d'épaisseur pour le terrain ordinaire et en gravier de 15 cm d'épaisseur pour le terrain rocheux ou en présence de nappe.

Le remblai de la tranchée sera réalisé en terre criblée jusqu'à 20 cm au-dessus de la génératrice supérieure extérieure de la conduite et en tout-venant tamisé à 0/50 compacté par couches de 30 cm au-dessus.

La terre criblée (remblai primaire) sera de granulométrie 0/20 et compactée par couches de 0,20 m au-dessus de la génératrice extérieure supérieure de la conduite.

Le remblai (secondaire) au-dessus de la terre criblée sera constitué des matériaux extraits tamisé à 0/50 et compacté.

La mise en place du remblai **en zone habitée** doit se faire conformément au présent CPT et la densité du remblai doit atteindre :

En cas de conduite sous trottoirs	En cas de conduite sous chaussées
90 % de la densité Proctor Standard Optimum pour les couches intermédiaires et 95 % pour la dernière couche.	95 % de la densité Proctor Standard Optimum pour les couches intermédiaires et 98 % pour la dernière couche.

Pour les travaux en période pluvieuse, il faut procéder à l'ouverture des fouilles par tranches, avec un pompage éventuel des eaux.

Des soutènements localisés par palplanches sont également à prévoir dans les faciès limoneux.

Lors des terrassements, l'entrepreneur doit prendre les précautions nécessaires si la tranchée traverse ou affleure des câbles électriques, téléphoniques dont la présence a été signalée au préalable lors des contacts avec les services concernés (ONE, PTT, etc.). Si un endommagement de quelque nature que ce soit survient à ces câbles, les réparations des dégâts sont à la charge de l'entrepreneur et sont compris dans les prix des terrassements.

## 5.2 Ancrage des conduites

Les conduites seront ancrées sur massifs en béton à 250 kg/m<sup>3</sup>, d'une hauteur minimale de 0.30 m, lorsque la pente est supérieure à 15 %. La fixation de la conduite au support ou au massif se fera par un collier en acier galvanisé.

Les ancrages seront dimensionnés par l'Entrepreneur en fonction de la pression d'essai de la conduite sur le site et des caractéristiques géotechniques et topographiques du terrain (pentes, angles de frottement, etc.).

Les notes de calcul devront être approuvées par l'ONEE-BRANCHE EAU.

## 5.3 Butées pour conduites

Des butées constituées par un massif de béton reprendront les efforts de poussée hydraulique apparaissant aux changements de direction, aux réductions de diamètre et aux extrémités des canalisations (coudes, tés, cônes, plaques pleines). Elles devront être conçues de façon à laisser les joints dégagés afin de permettre leur inspection pendant les essais hydrauliques.

Les butées seront dimensionnées par l'Entrepreneur en fonction de la pression d'essai de la conduite sur le site et des caractéristiques géotechniques et topographiques du terrain (résistance d'appui sur le terrain, angles de frottement, etc.). Certaines butées devront être légèrement armées, d'autres le seront davantage.

Les notes de calcul devront être approuvées par l'ONEE-BRANCHE EAU.

Le béton sera coulé directement contre le terrain en place et sera de résistance mécanique suffisante.

Conformément au CPC, les butées devront pouvoir résister au glissement par leur propre poids, sans prise en compte de toute autre butée secondaire, sauf en cas de rocher franc et reconnu comme tel par le maître d'ouvrage.

## 5.4 Butées et ancrage des pièces spéciales

Les pièces spéciales des conduites telles que coudes, tés de déviation, réductions seront butées afin de s'opposer à tout mouvement consécutif à la poussée due à l'effet de fond.

Les cales mis en place, le plus souvent sous la forme d'un massif de béton armé, devront être d'une solidarité et d'une masse suffisante pour résister à la contrainte, quel que soit considérable, dont ils feront l'objet.

L'Entrepreneur, dans son calcul, devra notamment tenir compte de la cohésion et de la plasticité du terrain sur lequel le massif prendra appui.

La forme de ces ouvrages sera telle que les efforts soient régulièrement répartis et n'endommagent pas la pièce ou le raccord qu'ils ont la charge de soutenir.

L'entrepreneur est tenu de fournir les notes de calcul des butées qu'il réalisera.

## 5.5 Regards

Les regards destinés à abriter les équipements et pièces des ouvrages de ventouses, de vidanges, de compteurs et des vannes de sectionnement seront réalisés en béton armé dosé à  $350 \text{ kg/m}^3$  à hauteur variable selon le calage de la conduite par rapport au terrain naturel et exécutés suivant les plans d'exécution approuvés par l'ONEE-BRANCHE EAU.

Les dimensions minimales des regards seront indiquées par l'ONEE- branche Eau selon le cas.

**NB :** Il faut éviter de réaliser des regards au niveau des oueds et chaâbas.

Les regards de vidange seront construits, en deux compartiments. Le premier compartiment abritera la vanne de vidange et le deuxième sera réalisé en béton avec hydrofuge pour servir de bache pour vidange.

Si le regard de vidange se trouve à proximité d'un point bas, une conduite en PEHD ou en PVC, de diamètre de diamètre équivalent au diamètre nominal de la vanne de vidange, sera mise en place jusqu'à l'exutoire, à l'extrémité duquel, une tête d'ouvrage sera réalisée.

La fermeture des regards abritant les équipements des ouvrages précités sera assurée par des capots et cadres étanches en acier d'épaisseur suffisante pour supporter les efforts des charges extérieures en dehors des zones urbaines et par des tampons en fonte ductile de type chaussée ou trottoir dans le cas contraire.

La fermeture des regards dits bâches pour vidange sera assurée par des dalles amovibles en béton légèrement armé avec anneau de levage.

L'aération de chaque regard sera assurée soit par un évent de diamètre minimal 80 mm, en acier galvanisé, en forme de col de cygne et à la tête duquel une plaque crépinée sera soudée, ou par une ouverture au niveau du tampon.

**NB :** Tout regard de longueur interne  $\geq 3.00 \text{ m}$  sera doté d'une 2<sup>ème</sup> fermeture.

Les capots et tampons doivent être munis d'un système de verrouillage adéquat.

Dispositif anti-vandale articulé d'accès de regard (pour les capots regards) :

C'est un ensemble cadre/capot articulé anti-vandale d'accès pour couverture de regard comprenant :

- Un accès fixé mécaniquement à la maçonnerie du regard.
- Un capot articulé en tôle fort plié équipé d'une paire de charnières invisibles et d'un verrou à empreinte anti-vandale réservée à l'ONEE-BRANCHE EAU.

Les caractéristiques techniques des différentes composantes de ce dispositif sont comme suit :

Cadre dormant :

- De forme carrée pour un passage libre de 750x750mm. Trois cotés sont en cornière laminée à chaud de 60x40x5, le 4<sup>ème</sup> côté étant en tôle pliée de 4 mm d'épais en forme de zed avec 4 trous pour recevoir les charnières invisibles.
- Sur le côté opposé aux charnières, se situe la gâche de verrou de 60x25x12 soudé en position précise sur l'aile verticale de la cornière.
- Dans chaque angle, côté intérieur du cadre est soudé une barrette, en plat de 50x6 de 170 mm sur pointes percée d'un trou Ø13.

Fixation mécanique du cadre :

- Pose sur maçonnerie existante ;

- Fixation dans les angles et prévue :
  - ♦ Quand c'est possible par 4 tiges filetées M12 traversant de part en part le plancher en béton du regard avec 8 écrous hexagonaux et 4 rondelles en sous-face ;
  - ♦ Si non par 4 pattes de fixation en forme de zed s'accrochant en sous-face du plancher béton et boulonnée aux barrettes d'angle.
- La fixation intermédiaire au milieu des cotés :
  - ♦ Lorsque les épaisseurs du plancher béton sont contraintes, le cavalier en forme de U est en seul pièce. L'aile inférieure prenant appui en sous-face du plancher béton et l'aile supérieure tombée à la cornière du cadre dormant
  - ♦ Quand l'épaisseur du plancher béton est très variable, les cavaliers sont en 2 pièces assemblées par soudure à la pose.
- En option, et si l'épaisseur du plancher béton est supérieure à 150 mm, on peut ajouter une fixation horizontale par cheville au centre du dos du cavalier.

#### Capot :

- En tôle forte de 4 mm d'épais et de forme carrée avec un pli, genre rond -bombé de 52 mm sur 3 cotés le 4<sup>ème</sup> présente en plus un par coupe 45 °.
- Sur ce même coté sont soudées les deux demi charnière femelles en inox
- Un trou de Ø 22 avec contre -plaque de renfort de 90x90x4 est réservé au montage de verrou à empreinte anti-vandale spéciale ONEE-BRANCHE EAU.
- La face supérieure du couvercle comporte 4 pans inclinés type point de diamant à 5% pour éviter toutes rétention d'eau.

#### Articulation :

- Constitué de charnière invisible montée en sens opposé pour éviter le dégonflage du capot en position ouvert.
- La partie mâle de chaque charnière est constituée d'une lame de 60x60x6 en acier E24 percée de 2 trous pour permettre l'assemblage cadre /capot après application de la peinture, y compris sur les surfaces cachées, la broche soudée sur cette lame est en rond inox Ø 8.
- Soudée sur le capot, de forme cubique de 18 mm de coté, la partie femelle de chaque charnière est en inox comme les broches pour protéger contre la corrosion les surfaces frottant par rotation. Le panneau coupé à 45 du capot est là pour permettre son ouverture jusqu'à 150 ° afin d'éviter sa fermeture de façon intempestive.

#### Finition :

- Peinture de finition du type EPOXY en 2 couches.

#### Verrou anti-vandale :

Le verrou à empreinte mâle anti-vandale comprend :

- Une tête à empreinte spécifique ONEE-BRANCHE EAU.
- Un pêne cylindrique ayant une résistance à l'arrachement de 20 KN.

Une clé spéciale réservée à l'ONEE-BRANCHE EAU équipée d'une poignée.

## **5.6 Equipement des points hauts et des points bas**

### **5.6.1 Points hauts**

Tous les points hauts des antennes projetées et d'autres points particuliers seront équipés de ventouses automatiques à triple fonction.

L'équipement des points hauts comportera principalement :

- ♦ Un té en fonte ductile à bouts et à tubulure bridés DN-Conduite/DN-Ventouse,
- ♦ Un robinet vanne à opercule en caoutchouc DN-Ventouse,
- ♦ Une ventouse automatique triple fonction DN-Ventouse,
- ♦ Deux manchettes de traversée en acier galvanisé à brides DN-Conduite de longueur 0,6 m (si demandée par l'ONEE-Branche Eau). Ces manchettes de traversée doivent être mises en place au moment du coulage de l'ouvrage,
- ♦ Deux raccords brides major DN-Conduite.

### **9.6.2 Points bas**



- Les points bas seront équipés de dispositifs de vidange et de robinets vannes de diamètre approprié, installés dans un regard et permettant l'évacuation de l'eau afin de réparer une fuite ou nettoyer la conduite.

L'équipement des points bas comportera principalement :

- ♦ Un té en fonte ductile à bouts et à tubulure bridés DN-Conduite/DN-Vidange,
- ♦ Un coude en fonte ductile à patin et à brides DN-Vidange,
- ♦ Un robinet vanne à opercule en caoutchouc DN-Vidange,
- ♦ Un raccord brides major DN-Vidange,
- ♦ Deux manchettes de traversée en acier galvanisé à brides DN-Conduite de longueur 0,6 m (si demandée par la maîtrise d'œuvre). Ces manchettes de traversée doivent être mises en place au moment du coulage de l'ouvrage,
- ♦ Deux raccords brides major DN-Conduite.
- ♦ Élément de conduite au niveau des regards de vidange (entre regard de vidange et puisard)

## 5.7 Lavage, désinfection et rinçage

Avant la réception provisoire, l'Entrepreneur aura à sa charge, le lavage, la désinfection et le rinçage de la conduite conformément aux prescriptions du CPC. L'eau et les produits de désinfection seront à sa charge ainsi que le matériel nécessaire.

## 5.8 L'eau nécessaire aux travaux

Les eaux nécessaires aux travaux (pour les essais, le rinçage, la désinfection, etc.) sont à la charge de l'entrepreneur :

- Les volumes d'eau utilisés par l'entrepreneur lui sont facturés au tarif Industriel.
- Le règlement s'effectuera immédiatement après établissement d'une facture d'exploitation générale (Facture E.G) à la base des quantités précisées dans un P.V signé contradictoirement par les représentants de l'entreprise et de l'ONEE-BRANCHE EAU.
- Pour la quantification des volumes utilisés, l'ONEE-BRANCHE EAU choisira la meilleure possibilité qui s'offre, notamment : Branchement provisoire, Compteur existant, Compteur prévu dans le projet, Installation provisoire d'un compteur.
- Dans le cas d'impossibilité à recourir aux moyens précités, on procédera à l'estimation comme suit :
  - ♦ Pour les essais : Les volumes considérés seront égaux à une fois le volume de la conduite.
  - ♦ Pour le rinçage et la désinfection : Les volumes considérés seront égaux à cinq fois le volume de la conduite (3.5 pour le rinçage et 1.5 pour la désinfection).

## 5.9 Fuites ou casses non accidentelles déclenchées pendant la période de garantie

La réparation de fuites ou casses non accidentelles déclenchées sur une conduite neuve ou accessoires pendant la période de garantie doit être effectuée par l'entrepreneur dans les délais précisés ci-dessous, le cas échéant, les pertes d'eau occasionnées par la fuite, pendant toute la période du retard seront estimées et facturées à l'entreprise.

Les délais d'interventions sont fixés à douze (12) heures à partir de la notification de l'OS de l'intervention dans le cas où le siège de l'entreprise se trouve dans un rayon de 400 km. Dans le cas contraire le délai serait de douze (12) heures majorées de trois (03) heures toutes les tranches de 200 km.

## 5.10 Protection des pièces spéciales contre la corrosion

Tout le matériel objet du présent marché recevra un revêtement approprié assurant la protection contre la corrosion.

Les pièces spéciales en acier seront fabriquées à partir de tubes en acier sans soudure (NF A 49-111) avec galvanisation à chaud et protection par toile de jute bitumée pour les pièces enterrées. Les pièces non enterrées recevront un revêtement extérieur en 2 couches de peinture bitumineuse.

La robinetterie et les pièces spéciales en fonte partiront de l'usine avec revêtement intérieur et extérieur par poudrage époxy alimentaire d'épaisseur minimale de 250 microns.

Les bagues de joints et les joints d'étanchéité des appareillages seront en élastomère EPDM.

La boulonnerie sera de nature cadmiée et conformes aux normes NFE 25112 et NFE 25401.

De plus, les pièces enterrées de la conduite seront bien isolées des sols par un revêtement de plusieurs couches de bitume coulées à chaud et de toile de jute ou de verre pour des seuils de protection  $<100 \Omega.m$  pour l'acier et  $< 10 \Omega.m$  pour la fonte. Si ces pièces se trouvent sur des tronçons protégés cathodiquement, elles doivent obligatoirement être liées à la protection cathodique en plus de l'application du revêtement précité.

### 5.11 Pressions caractéristiques et essais des équipements hydrauliques

Tout accessoire hydraulique susceptible de fonctionner sous la pression des conduites aura comme pression d'essai en tranchée et d'essai en usine, celles de la conduite en liaison avec lui. Si les pressions caractéristiques de ces accessoires sont normalisées, on prendra la plus proche dans le sens de la sécurité. L'Entrepreneur précisera le type de chaque accessoire hydraulique qu'il propose d'installer et joindra, toutes les caractéristiques techniques de ces équipements.

### 5.12 Pression d'essai en tranchée de la conduite

Pour le présent projet, la pression d'essai en tranchée de la conduite adoptée est **15 bars**.

### 5.13 Bornes de repérage des conduites

L'Entrepreneur exécutera au-dessus des conduites des bornes de repérage en béton, conformément au plan type de l'ONEE – Branche Eau, sur lesquelles doivent figurer les renseignements suivants :

- ONEE - BRANCHE EAU ;
- Diamètre des canalisations avec symbole représentant la nature de matériaux ;
- Symbole indiquant la nature des joints ;
- Profondeur à laquelle se trouve enterrée la conduite.

Ces bornes doivent être placées aux points de changement de direction, de matériau, de diamètre, de PN et tous les 200 m dans les alignements droits.

## ARTICLE 6 – SPECIFICATIONS RELATIVES AUX EQUIPEMENTS

### 6.1 Spécifications des fournitures - généralités

Les fournitures d'appareillage hydraulique à la charge de l'entrepreneur doivent satisfaire aux conditions générales suivantes selon leur usage :

- La surface intérieure doit être lisse et régulière,
- Les surfaces de contact doivent être soigneusement usinées et dressées,
- Elles doivent résister sans dommage à tous les efforts qu'elles sont appelées à supporter en service et au cours des essais prévus au présent CPS,
- Elles doivent être étanches dans toutes les conditions de service et d'essai,
- Elles doivent résister d'une façon durable à tous les facteurs extérieurs soit par elles-mêmes, soit, d'une part par leur revêtement intérieur, en ce qui concerne l'action de l'eau transitée soit, d'autre part, par leur revêtement extérieur en ce qui concerne l'action du sol, des butées ou, d'une manière plus générale, du milieu environnant,
- Elles doivent être incapables de modifier en quelque façon que ce soit les qualités physiques, bactériologiques ou organiques des eaux y circulant.

### 6.2 Vannes de sectionnement

Les robinets-vannes seront du type à opercule caoutchouc à corps rond (OCA) pour les diamètres strictement inférieurs à 400 mm et du type papillon pour les diamètres supérieurs ou égaux à 400 mm.

La matière constituant les robinets vannes qui sera en contact avec l'eau doit satisfaire à la réglementation en vigueur concernant le cas de l'eau potable : solubilité, saveur, alimentarité.

Les seuls matériaux autorisés pour l'exécution des corps de vannes et des opercules sont la fonte ductile ou l'acier, le bronze ou un métal d'une résistance à la corrosion et à l'usure équivalente pour le siège d'étanchéité.

- Les robinets vannes à opercule caoutchouc auront les caractéristiques suivantes :
  - ♦ Corps fonte ductile ou acier sans gorge d'étanchéité.

- ♦ Obturateur fonte surmonté d'élastomère.
- ♦ Vis intérieure inox ou bronze.
- ♦ Commande par volant.
- ♦ Étanchéité de la vis par joints toriques remplaçable en service.
- Les vannes papillon auront les caractéristiques suivantes :
  - ♦ Corps et papillon en fonte ductile.
  - ♦ Axes excentrés en acier inox.
  - ♦ Joints d'étanchéité en élastomère fixé sur le papillon et interchangeable sans démontage du papillon.
  - ♦ Siège d'étanchéité rapporté sur le corps.
  - ♦ Paliers autolubrifiants avec étanchéité par joints élastomère.
  - ♦ Commande par volant.

Les vannes à opercule en caoutchouc seront conformes aux normes suivantes (sont données à titre indicatifs) : NFE 29.306, NFE 29.301, NFE 29.307, NFE 29.308, NFE 29.311, NFE 29.312, NFE 29.323, NFE 29.324.

Le corps, chapeau et arcades seront réalisés en fonte ductile. Quant à la tige de manœuvre, elle sera en acier inoxydable, l'obturateur sera également en fonte ductile surmoulé élastomère et le corps sera réalisé en une seule pièce. La fonte grise est interdite.

Pour les vannes papillon, elles seront PN16 GN10 et conforme aux normes suivantes (sont données à titre indicatifs) : NFE 29.203, NFE 29.206, NFE 29.305, NFE 29.401, NFE 29.430, NFE 29.431

Les revêtements intérieur et extérieur seront par poudrage époxy alimentaire d'épaisseur minimale de 250 microns.

### 6.3 Joints de démontage

Il sera installé pour chaque organe de robinetterie (vanne, compteur, clapet, ...) un joint de démontage auto-buté permettant le démontage et le remontage de l'organe de façon correcte et sans avoir à déplacer les tuyauteries adjacentes.

Ces joints doivent être fabriqués en usine, équipés de joints toriques et permettent de transmettre à 100% les forces longitudinales c'est à dire ils ne subissent aucun changement longitudinal pendant le service (joints auto-butés).

Ces joints de démontage pourront être supprimés dans le cas où un coude contigu à l'organe peut permettre le démontage et le remontage dans les mêmes conditions. Ils auront la même pression de service PMS que les appareils auxquels ils sont associés.

### 6.4 Autres spécifications

Pour tous les équipements, les brides seront conformes aux normes NFE 29001, NFA 48840, NFE 29203, NFE 29204 et NFE 29206, les boulons cadmiés conformes aux normes NFE 25112 et NFE 25401 et les joints seront en élastomère EPDM.

## ARTICLE 7 - PLANS DE RECOLEMENT

Après réception provisoire, l'entrepreneur est tenu de fournir un dossier des plans des conduites et des ouvrages réellement exécutés. Ce dossier sera constitué de ce qui suit :

- L'ensemble des fichiers AUTOCAD des plans (profils en long, tracés en plan, plans d'ensemble, etc....) des ouvrages réalisés sur support informatique (CD-ROM).
- 5 jeux de tirages de ces plans certifiés conformes par l'entrepreneur dans des classeurs plastifiés.

## ARTICLE 8 – ETUDES D'EXECUTION ET NOTES DE CALCUL

Avant d'entamer les travaux, l'Entrepreneur est appelé à fournir un dossier contenant les plans d'exécution appuyés par les notes de calcul des différents ouvrages objet du projet, réalisées par un laboratoire et/ou un bureau d'études spécialisé et à sa charge.

Toute étude ou expertise nécessaire à l'établissement du dossier d'exécution sera engagée par l'Entrepreneur et à sa charge.

CHAPITRE III :

**CAHIER DE DESCRIPTION DES OUVRAGES**

Conformément à l'article 5 du règlement des marchés de l'OFPPT, toutes les marques commerciales des produits ou fournitures prévues dans le cahier des spécifications techniques et le cahier de description des ouvrages ne sont données qu'à titre indicatif. L'entrepreneur aura le droit de présenter, soit les mêmes marques soit des marques équivalentes.

**Prix n° 1 : Terrassement en tranchée et en puits pour canalisations et ouvrages annexes, NT : terrain de toute nature, PF : toute profondeur**

Ce prix rémunère l'entrepreneur pour tous les travaux de déblais et de remblais nécessaires à l'ouverture et au comblement des tranchées de pose de canalisations, y compris toutes les sujétions d'exécution stipulées au CPC.

Il s'applique au mètre cube de tranchée, quelle que soit la nature du terrain dans lequel la tranchée Les volumes de terrassements sera calculée sur la base de la section théorique verticale nécessaire à la pose de la conduite : il ne sera donc pas pris en compte les fruits éventuels de la tranchée. Ce prix couvre notamment :

- L'abattage des arbres et arbustes quelle que soit leur circonférence, la coupe et le brûlage des arbres abattus et l'enlèvement des débris.
- Le débroussaillage, le défrichage, le décapage au droit de l'emprise de la tranchée, le déblaiement de l'emprise des travaux, le dessouchage et la déforestation.
- Le piquetage.
- L'amélioration ou l'établissement des pistes de chantier ainsi que leur entretien. L'ouverture des fouilles à l'aide de tout matériel d'excavation manuel ou mécanique (fouille de la tranchée et fouilles des massifs et butées d'ancrage).
- Les soutènements par palplanches, l'étalement et le blindage des fouilles.
- La consolidation du sol et le drainage des eaux de surface et de ruissellement si nécessaire. Toutes sujétions éventuelles d'épuisement des eaux pour le rabattement de la nappe et de pompage des eaux de la fouille.
- Le réglage, le compactage et le nivellement du fond de fouille.
- Le remblai compacté, par couche de 20cm autour des ouvrages, en terre meuble tamisée jusqu'à 0,20 m d'épaisseur sur la génératrice supérieure de la conduite (remblai primaire). Le remblai compacté par couches à l'aide des matériaux sélectionnés extraits des fouilles (s'ils sont adéquats au remblaiement) ou par tout venant d'apport au-dessus du remblai clavant (remblai secondaire).
- L'apport éventuel de terre criblée ou de tout venant sélectionné pour les remblais.
- Le réglage et le surfacage des terres excédentaires sur la largeur d'emprise des travaux. L'évacuation des déblais excédentaires à la décharge publique.
- Le réglage du terrain sur l'emprise du chantier pour éliminer les obstacles (trous, blocs rocheux, tas de terre, de pierres...) à la circulation d'un véhicule de service le long de la canalisation.
- sujétions pour tranchées en terrains de pente supérieure à 15%.
- Les dispositions particulières pour terrassement en terrain rocheux.
- La surlargeur et surprofondeur pour les niches nécessaires à la confection de butées, de joints et de massifs d'ancrage.

Le prix ne s'applique pas à l'exécution des terrassements au niveau des traversées de voies de circulation (Routes revêtues, pistes d'accès traficables, non revêtues), de la traversée des oueds et grandes chaâbas, pour lesquelles la rémunération des terrassements est incluse dans le prix de la traversée.

**Payé au mètre cube**

**au prix N°1**

**Prix n° 2 : Lit de pose pour conduite, Nature du matériau : sable**

Il comprend la confection de lit de pose en sable au-dessous des tuyaux, soigneusement nivelé de 10 cm d'épaisseur y compris fourniture, transport, arrosage, damage et toutes sujétions.

La largeur théorique qui sera considérée est celle définie dans les plans d'exécution.

Il s'applique au **mètre cube** de volume de lit de pose, calculé après compactage réalisé aux dimensions définies dans les plans d'exécution.

**Payé au mètre cube**

**au prix N°2**

**Prix n° 3 et 4 : Fourniture, transport et pose de conduites en PVC, pression à bague de joint**

\* Ces prix s'appliquent au mètre linéaire de canalisations posé en tranchée et mesuré en place sur l'axe. Le linéaire pris en compte pour le règlement des travaux sera établi sans réduction de longueur pour coudes, tés, cônes, franchissement de routes, thalwegs, etc.

Ils comprennent la fourniture, les frais de transport, d'assurance, de fret, de douanes et taxes diverses, les frais de déchargement, de stockage, de manutention, de bardage, d'installation et de mise en fouilles, de réglage, de nivellement, d'assemblage des tuyaux y compris joints, de pose en courbe selon le rayon de courbure permis par le jeu des joints, de mise en place de butées et toutes les opérations nécessaires à l'installation complète et convenable du réseau, y compris les ouvrages, les épreuves nécessaires, les essais hydrauliques d'étanchéité, les essais de débits et toutes autres sujétions.

Ces prix rémunèrent également la réalisation des raccordements des nouvelles conduites d'eau potable avec les conduites existantes y compris les travaux de coupe des conduites existantes et de raccordement, les difficultés que l'entrepreneur pourrait rencontrer pendant l'exécution des travaux, les sujétions de coupure d'eau, et de mobilisation de moyens humains et matériels nécessaires pour réaliser une intervention rapide, l'évacuation des débris et gravas aux décharges autorisées, tous les frais afférents aux essais de mise en service et toutes autres sujétions.

Ces prix comprennent également au mètre linéaire la fourniture et la mise en place du grillage avertisseur de couleur bleu posé à 30 cm au-dessus de la génératrice supérieure de la canalisation, de type et de dimensions agréés par l'ONEE - branche eau.

Ces prix comprennent également l'exécution des essais de pression y compris fourniture et pose des tuyaux spéciaux et dispositifs d'obturation, bétonnage des extrémités, appareillage de mesure, bac de jaugeage, pompe, alimentation en eau et toutes sujétions d'exécution. Les essais de béton seront menés conformément à la réglementation en vigueur.

Le linéaire effectif des canalisations qui sera pris en compte est celui qui correspond à la distance mesurée entre les parements extérieurs des regards ; les dimensions des regards et voiles sont exclus.

**Prix N°3 : Fourniture, transport et pose de conduites en PVC, pression à bague de joint, Diamètre nominal : 500 mm, Pression nominale : 16 bar**

**Prix N° 4 : Fourniture, transport et pose de conduites en PVC, pression à bague de joint, Diamètre nominal : 315 mm, Pression nominale : 16 bar**

***Payés au mètre linéaire***

***aux prix N°3 et 4***

**Prix n°5 : Rinçage et désinfection des conduites**

Ce prix rémunère au mètre linéaire l'Entrepreneur pour la désinfection, le rinçage intérieur de la canalisation selon les prescriptions du CPS, et le réglage des équipements pour la mise en service industriel de la conduite.

Il comprend la fourniture d'eau brute, nécessaire à cette opération et toutes sujétions de mise en œuvre et de mise en service de cet adducteur.

***Payé au mètre linéaire***

***au prix N°5***

**Prix n° 6 et 7 : Fourniture, transport et pose de coude**

Ces prix rémunèrent la fourniture, le transport, et la pose complète et suivant les règles de l'art **de coudes**, et de leurs raccordements aux conduites, robinetterie et appareillages de sécurité. Ils comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, notamment :

- Toutes les dépenses de fournitures qui s'entendent livrées, rendues et rangées à pied d'œuvre ou aux dépôts indiqués par le maître d'œuvre,
- Les joints, brides, boulons, écrous et tout accessoire de raccordement,
- Tous les frais de transport à pied d'œuvre
- Les frais d'outillage et de matériel, en usines ou sur le site,
- Les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant à l'Entrepreneur,
- Tous les frais afférents aux essais de contrôle des matériaux constitutifs et de réception des fournitures en usine,
- Tous les frais afférents aux essais en tranchées.

**Prix N° 6 : Fourniture, transport et pose de Coude, Nature du matériau : fonte ductile, Angle de courbure : toute angle, Diamètre nominal : 500 mm, Pression nominale : 16 bar, Classe : NA, Forme des extrémités : bouts à emboîtements**

**Prix N°7 : Fourniture, transport et pose de Coude, Nature du matériau : fonte ductile, Angle de courbure : toute angle, Diamètre nominal : 200 mm, Pression nominale : 16 bar, Classe : NA, Forme des extrémités : bouts à emboîtements**

*Payés à l'unité*

*aux prix N°6 et 7*

**Prix n° 8 : Fourniture, transport et pose de cône de réduction, Nature du matériau : acier galvanisé, Diamètre nominal : 300/200 mm, Pression nominale : 16 bar, Classe : NA, Forme des extrémités : bouts à brides**

Ces prix rémunèrent la fourniture, le transport, et la pose complète et suivant les règles de l'art **de cônes de réduction**, et de leurs raccords aux conduites, robinetterie et appareillages de sécurité. Ils comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, notamment :

- Toutes les dépenses de fournitures qui s'entendent livrées, rendues et rangées à pied d'œuvre ou aux dépôts indiqués par le maître d'œuvre,
- Les joints, brides, boulons, écrous et tout accessoire de raccordement,
- Tous les frais de transport à pied d'œuvre
- Les frais d'outillage et de matériel, en usines ou sur le site,
- Les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant à l'Entrepreneur,
- Tous les frais afférents aux essais de contrôle des matériaux constitutifs et de réception des fournitures en usine,
- Tous les frais afférents aux essais en tranchées.

*Payé à l'unité*

*au prix N°8*

**Prix n° 9 et 10 : Fourniture, transport et pose de raccord bride major**

Ces prix rémunèrent la fourniture, le transport, et la pose complète et suivant les règles de l'art **de raccords à bride major**, et de leurs raccords aux conduites, robinetterie et appareillages de sécurité. Ils comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, notamment :

- Toutes les dépenses de fournitures qui s'entendent livrées, rendues et rangées à pied d'œuvre ou aux dépôts indiqués par le maître d'œuvre,
- Les joints, brides, boulons, écrous et tout accessoire de raccordement,
- Tous les frais de transport à pied d'œuvre
- Les frais d'outillage et de matériel, en usines ou sur le site,
- Les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant à l'Entrepreneur,
- Tous les frais afférents aux essais de contrôle des matériaux constitutifs et de réception des fournitures en usine,
- Tous les frais afférents aux essais en tranchées.

**Prix N° 9 : Fourniture, transport et pose de raccord bride major, Nature du matériau : fonte ductile pour tuyau PVC, Diamètre nominal : 500 mm, Pression nominale : 16 bar**

**Prix N°10 : Fourniture, transport et pose de raccord bride major, Nature du matériau : fonte ductile pour tuyau PVC, Diamètre nominal : 315 mm, Pression nominale : 16 bar, Classe : NA**

*Payés à l'unité*

*aux prix N°9 et 10*

**Prix n° 11 : Fourniture, transport et pose d'adaptateur de bride, Nature du matériau : acier galvanisé à chaud, Diamètre nominal : 200 mm, Pression nominale : 16 bar**

Ces prix rémunèrent la fourniture, le transport, et la pose complète et suivant les règles de l'art **d'adaptateurs de bride**, et de leurs raccords aux conduites, robinetterie et appareillages de sécurité. Ils comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, notamment :

- Toutes les dépenses de fournitures qui s'entendent livrées, rendues et rangées à pied d'œuvre ou aux dépôts indiqués par le maître d'œuvre,
- Les joints, brides, boulons, écrous et tout accessoire de raccordement,
- Tous les frais de transport à pied d'œuvre
- Les frais d'outillage et de matériel, en usines ou sur le site,
- Les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant à l'Entrepreneur,
- Tous les frais afférents aux essais de contrôle des matériaux constitutifs et de réception des fournitures en usine,
- Tous les frais afférents aux essais en tranchées.

*Payé à l'unité*

*aux prix N°11*

**Prix n° 12 : Fourniture, transport et pose d'éléments de raccordement en Béton à âme tôle, Diamètre nominal : 500 mm, Pression nominale : 16 bar, Forme des extrémités : à un bout bridé**

Ces prix rémunèrent la fourniture, le transport, et la pose complète et suivant les règles de l'art d'éléments de raccordement en béton précontraint à âme tôle, et de leurs raccordements aux conduites, robinetterie et appareillages de sécurité. Ils comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, notamment :

- Toutes les dépenses de fournitures qui s'entendent livrées, rendues et rangées à pied d'œuvre ou aux dépôts indiqués par le maître d'œuvre,
- Les joints, brides, boulons, écrous et tout accessoire de raccordement,
- Tous les frais de transport à pied d'œuvre
- Les frais d'outillage et de matériel, en usines ou sur le site,
- Les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant à l'Entrepreneur,
- Tous les frais afférents aux essais de contrôle des matériaux constitutifs et de réception des fournitures en usine,
- Tous les frais afférents aux essais en tranchées.

*Payé à l'unité*

*aux prix N°12*

**Prix n° 13 : Fourniture, transport et pose de Té, Nature du matériau : acier galvanisé, Diamètre nominal : 500/500 mm, Pression nominale : 16 bar, Classe : NA, Forme des extrémités : bouts à brides**

Ces prix rémunèrent la fourniture, le transport, et la pose complète et suivant les règles de l'art de Tés, et de leurs raccordements aux conduites, robinetterie et appareillages de sécurité. Ils comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, notamment :

- Toutes les dépenses de fournitures qui s'entendent livrées, rendues et rangées à pied d'œuvre ou aux dépôts indiqués par le maître d'œuvre,
- Les joints, brides, boulons, écrous et tout accessoire de raccordement,
- Tous les frais de transport à pied d'œuvre
- Les frais d'outillage et de matériel, en usines ou sur le site,
- Les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant à l'Entrepreneur,
- Tous les frais afférents aux essais de contrôle des matériaux constitutifs et de réception des fournitures en usine,
- Tous les frais afférents aux essais en tranchées.

*Payé à l'unité*

*aux prix N°13*

**Prix n° 14 : Fourniture, transport et pose de Joint de démontage, Type : autobuté, Nature du matériau : fonte ductile, Diamètre nominal : 500 mm, Pression nominale : 16 bar**



Ces prix rémunèrent la fourniture, le transport, et la pose complète et suivant les règles de l'art de Joint de démontage, et de leurs raccords aux conduites, robinetterie et appareillages de sécurité. Ils comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, notamment :

- Toutes les dépenses de fournitures qui s'entendent livrées, rendues et rangées à pied d'œuvre ou aux dépôts indiqués par le maître d'œuvre,
- Les joints, brides, boulons, écrous et tout accessoire de raccordement,
- Tous les frais de transport à pied d'œuvre
- Les frais d'outillage et de matériel, en usines ou sur le site,
- Les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant à l'Entrepreneur,
- Tous les frais afférents aux essais de contrôle des matériaux constitutifs et de réception des fournitures en usine,
- Tous les frais afférents aux essais en tranchées.

*Payé à l'unité*

*aux prix N°14*

**Prix n° 15 : Fourniture, transport et pose de vanne papillon, Type : corps en fonte à joint papillon et à brides, Mode de commande : à commande manuelle, Diamètre nominal : 500 mm, Pression nominale : 16 bar**

Ces prix rémunèrent la fourniture, le transport, et la pose complète et suivant les règles de l'art de Vanne papillon, et de leurs raccords aux conduites, robinetterie et appareillages de sécurité. Ils comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, notamment :

- Toutes les dépenses de fournitures qui s'entendent livrées, rendues et rangées à pied d'œuvre ou aux dépôts indiqués par le maître d'œuvre,
- Les joints, brides, boulons, écrous et tout accessoire de raccordement,
- Tous les frais de transport à pied d'œuvre
- Les frais d'outillage et de matériel, en usines ou sur le site,
- Les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant à l'Entrepreneur,
- Tous les frais afférents aux essais de contrôle des matériaux constitutifs et de réception des fournitures en usine,
- Tous les frais afférents aux essais en tranchées.

*Payé à l'unité*

*aux prix N°15*

**Prix n° 16 et 17 : Fourniture transport et pose de l'Équipement complet de points hauts**

Ces prix sont forfaitaires et rémunèrent la fourniture, le transport, et la pose suivant les règles de l'art **des équipements complets de point haut : ventouse automatique triple fonction en fonte ductile et accessoires**, et de leurs raccords aux conduites de différents diamètres et de toute nature. Ils comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, notamment :

- Toutes les dépenses de fournitures qui s'entendent livrées, rendues et rangées à pied d'œuvre ou aux dépôts indiqués par le maître d'œuvre, (Ventouse, Té de raccordement, Robinet vanne à opercule, raccords bride major, etc.)
- Les joints, brides, boulons, écrous, et tout accessoire de raccordement,
- Tous les frais de transport à pied d'œuvre,
- Les frais d'outillage et de matériel, en usines ou sur le site,
- Les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant à l'Entrepreneur,
- Tous les frais afférents aux essais de contrôle des matériaux constitutifs et de réception des fournitures en usine,
- Tous les frais afférents aux essais de mise en service.

**Prix N°16 : Fourniture, transport et pose de l'équipement complet de points hauts (Ventouse automatique à triple fonction) DN 100 mm sur conduite en PVC DN 500 mm**

**Prix N°17: Fourniture, transport et pose de l'équipement complet de points hauts (Ventouse automatique à triple fonction) DN 80 mm sur conduite PVC DN 315 mm**

*Payés à l'unité*

*aux prix N°16 et 17*

**Prix n° 18 et 19 : Fourniture, transport et pose de l'Equipement complet de points bas**

Ces prix sont forfaitaires et rémunèrent la fourniture, le transport, et la pose suivant les règles de l'art des équipements complets de point pour vidanges et accessoires, et de leurs raccordements aux conduites de différents diamètres et de toute nature. Ils comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, notamment :

- Toutes les dépenses de fournitures qui s'entendent livrées, rendues et rangées à pied d'œuvre ou aux dépôts indiqués par le maître d'œuvre, (Ventouse, Té de raccordement, Robinet vanne à opercule, raccords bride major, etc.)
- Les joints, brides, boulons, écrous, et tout accessoire de raccordement,
- Tous les frais de transport à pied d'œuvre,
- Les frais d'outillage et de matériel, en usines ou sur le site,
- Les frais de force motrice pour toutes les opérations incombant à l'Entrepreneur,
- Tous les frais afférents aux essais de contrôle des matériaux constitutifs et de réception des fournitures en usine,
- Tous les frais afférents aux essais de mise en service.

**Prix N°18 : Fourniture, transport et pose de l'équipement complet de points bas (vidange) DN 200 mm sur conduite en PVC DN 500 mm**

**Prix N°19 : Fourniture, transport et pose de l'équipement complet de points bas (vidange) DN 100 mm sur conduite en PVC DN 315 mm**

*Payés à l'unité*

*aux prix N°18 et 19*

**Prix n° 20 : Construction de regards en béton armé dosé à 350 kg/m<sup>3</sup> destiné à abriter des équipements hydrauliques (vannes, ventouses, vidanges ...)**


Les prix de cette série rémunèrent, à l'unité, les travaux de construction des regards, en béton armé dosé à 350 kg/m<sup>3</sup> de ciment, de côtes internes minimales fixées au CPT et de toute profondeur, et destinés à abriter les équipements hydrauliques nécessaires au fonctionnement des conduites (points hauts, points bas, vannes de sectionnement, régulateurs de débit et de pression, compteurs, piquages, raccordements etc.) conformément au CPT et aux plans d'exécution approuvés par l'ONEE- Branche Eau. Il comprend :

- Les terrassements complémentaires à ceux des tranchées ;
- Le réglage du fond de fouille, les étalements ;
- L'exécution complète du regard (béton de propreté, béton armé, coffrage, ferrailage, puisard de vidange et d'évacuation, enduit intérieur d'étanchéité, enduit extérieur pour la partie visible, badigeon au flinckote sur surfaces extérieures enterrées, peinture vinylique sur surfaces extérieures visibles, échelons ou échelles en acier galvanisé, dispositif d'aération (col de cygne ou autre selon la situation du regard) ;
- La fourniture, le transport, la pose et le scellement de cadre et capot ou tampon avec fermeture de sûreté ;
- La fourniture, le transport, la pose et le scellement des échelons ou d'échelle métallique, selon le plan d'exécution,
- La fourniture et le transport des matériaux à pied d'œuvre ;
- Les essais de réception ;
- Toutes sujétions de parfaite exécution.

En ce qui concerne le regard pour vidange, le prix s'applique au regard de vidange et inclut le compartiment de pompage, qu'il soit mitoyen ou séparé du regard abritant la vanne, y compris sa dalle de couverture en béton légèrement armé, avec œillets de levage et fer cornière de pourtour.

**Payé à l'unité**

**au prix N°20**

Le Soumissionnaire	Le Maître d'Ouvrage Délégué
Lu et Accepté	 Mohamed SANSSITE Directeur du Patrimoine

CHAPITRE IV :

**BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF**

3

**TRAVAUX DE DEVIATION DES CONDUITES D'EAU POTABLE TRAVERSANT L'ASSIETTE  
DU PROJET DE LA CITE DES METIERS ET DES COMPETENCES DE LA REGION DRAA  
TAFILALET A ERRACHIDIA.**

**Bordereau des prix – détail estimatif**

<b>N° des Pri x</b>	<b>Désignation des prestations</b>	<b>Unité de mesu re</b>	<b>Quantité</b>	<b>Prix unitaire Hors TVA</b>	<b>Montant hors TVA</b>
1	Terrassement en tranchée et en puits pour canalisations et ouvrages annexes, NT : terrain de toute nature, PF : toute profondeur.	M3	2662		
2	Lit de pose pour conduite, Nature du matériau : sable.	M3	231		
3	Fourniture, transport et pose de conduites en PVC, pression à bague de joint, Diamètre nominal : 500 mm, Pression nominale : 16 bar	ML	1100		
4	Fourniture, transport et pose de conduites en PVC, pression à bague de joint, Diamètre nominal : 315 mm, Pression nominale : 16 bar	ML	1100		
5	Rinçage et désinfection des conduites	ML	2200		
6	Fourniture, transport et pose de coude, nature du matériau : fonte ductile, Angle de courbure : toute angle, Diamètre nominal : 500 mm, Pression nominale : 16 bar, Classe : NA, Forme des extrémités : bouts à emboitements.	U	3		
7	Fourniture, transport et pose de coude, nature du matériau : fonte ductile, Angle de courbure : toute angle, Diamètre nominal : 200 mm, Pression nominale : 16 bar, Classe : NA, Forme des extrémités : bouts à emboitements.	U	3		
8	Fourniture, transport et pose de cône de réduction, Nature du matériau : acier galvanisé, Diamètre nominal : 300/200 mm, Pression nominale : 16 bar, Classe : NA, Forme des extrémités : bouts à brides.	U	2		
9	Fourniture, transport et pose de raccord bride major, Nature du matériau : fonte ductile pour tuyau PVC, Diamètre nominal : 500 mm, Pression nominale : 16 bar	U	4		
10	Fourniture, transport et pose de raccord bride major, Nature du matériau : fonte ductile pour tuyau PVC, Diamètre nominal : 315 mm, Pression nominale : 16 bar, Classe : NA	U	2		
11	Fourniture, transport et pose d'adaptateur de bride, Nature du matériau : acier galvanisé à chaud, Diamètre nominal : 200 mm, Pression nominale : 16 bar	U	2		
12	Fourniture, transport et pose d'éléments de raccordement en béton à âme tôle, Diamètre	U	2		

	nominal : 500mm, Pression nominale : 16 bar, Forme des extrémités : à un bout bridé.				
13	Fourniture, transport et pose de Té, Nature du matériau : acier galvanisé, Diamètre nominal : 500/500 mm, Pression nominale : 16 bar, Classe : NA, Forme des extrémités : bouts à brides.	U	1		
14	Fourniture, transport et pose de Joint de démontage, Type : autobuté, Nature du matériau : fonte ductile, Diamètre nominal : 500 mm, Pression nominale : 16 bar	U	1		
15	Fourniture, transport et pose de vanne papillon, Type : corps en fonte à joint papillon et à brides, mode de commande : à commande manuelle, Diamètre nominal : 500 mm, Pression nominale : 16 bar.	U	1		
16	Fourniture, transport et pose de l'équipement complet de points hauts (ventouse automatique à triple fonction) <b>DN 100 mm</b> sur conduite en PVC DN 500 mm	U	1		
17	Fourniture, transport et pose de l'équipement complet de points hauts (Ventouse automatique à triple fonction) <b>DN 80 mm</b> sur conduite PVC DN 315 mm	U	1		
18	Fourniture, transport et pose de l'équipement complet de points bas (vidange) <b>DN 200 mm</b> sur conduite en PVC DN 500 mm	U	1		
19	Fourniture, transport et pose de l'équipement complet de points bas (vidange) <b>DN 100 mm</b> sur conduite en PVC DN 315 mm	U	1		
20	Construction de regards en béton armé dosé à 350 Kg/m3 destiné à abriter des équipements hydrauliques (vannes, ventouses, vidanges ...)	U	5		
<b>Montant total H.T</b>					
<b>T.V.A 20%</b>					
<b>Montant total T.T.C</b>					

**Arrêté le présent détail estimatif à la somme de :**